

**Groupe d'étude
interuniversitaire
sur la postmodernité**

LE SYSTEME DE STRATIFICATION
Exposé de Stephen Schecter et discussion

Séminaire du 17 janvier 1992

Cahiers de recherche

LE SYSTEME DE STRATIFICATION.

Présentation de Stephen Schecter:

Stephen Schecter: Comme textes de référence pour l'analyse du système de stratification dans la société postmoderne, je vous renvoie aux deux ouvrages suivants : "Social Class and Economic Inequality" in J. Curtis et L. Tepperman (éd.), Understanding Canadian Society, 1988 : Mc Graw Hill Ryerson.

D'une part, l'article d'Ornstein est intéressant parce que l'auteur essaie d'appliquer un schéma marxiste que les données infirment; cependant, à la fin, il revient avec une explication marxiste du système de stratification puisqu'il n'y en a pas d'autres qui lui paraissent être critiques. L'orientation de la thèse que je veux présenter, est justement, avec notre théorie de la postmodernité, est une manière d'analyser le système de stratification dans une version critique et non pas dans une version néo-wébérienne, parsonnienne.

D'autre part, le livre de Jencks (L'inégalité, 1979 : PUF), est absolument fabuleux. Il ne théorise pas le système de stratification, c'est plutôt un cumul de données empiriques, étant une analyse de toutes les études qui ont été faites jusqu'en 1972, aux Etats-Unis, sur l'ensemble des facteurs qui peuvent expliquer la distribution inégale de l'occupation, du revenu, de la scolarité, etc. Jencks démolit à la fois les thèses libérales, conservatrices et marxistes, mais sans fournir vraiment lui-même une réponse théorique. Toutefois, il y a une foule de données qui conviennent parfaitement pour notre analyse.

Je vais décrire le système de stratification contemporain, en démontrant essentiellement qu'on peut l'analyser selon trois grandes lignes :

Le coeur du système est occupationnel. Un système basé sur l'occupation détermine le sort et le destin de la plupart des gens. Même si ce n'est pas l'ensemble de la force active de la main-d'oeuvre qui travaille, c'est le revenu qui est la source de l'inégalité par excellence.

Il y a aussi un secteur qui, tout en étant lié à ce secteur occupationnel, en est totalement exclu. Je veux parler des gens qui bénéficient de l'aide sociale, les gens à la retraite et les gens qui sont sur la ligne frontière entre les deux, i.e. les travailleurs précaires : les gens qui entrent et qui sortent du système mais qui ne peuvent avoir ni espoirs, ni attentes, au sens de carrière. Ce qui distingue essentiellement ces deux secteurs, c'est que les gens qui ont une place dans le secteur occupationnel ont une carrière, tandis que les gens qui n'y ont pas déjà une place, ne peuvent jamais compter en avoir une.

Avoir une carrière ou ne pas en avoir, constitue une ligne de démarcation essentielle dans le système de stratification.

Au sommet, évidemment, il y a une nouvelle classe. Ce n'est pas une classe de propriétaires, mais une classe technocratique, avec tout ce que cela implique. On verra, dans notre thèse, comment une société postmoderne opérationnelle-décisionnelle suppose un autre type de classe dominante qui ne peut plus être la classe capitaliste - telle qu'entendue par Marx - mais une classe technocratique, produit d'un tel système de stratification. Elle ne peut non plus être le produit d'un système de stratification tel que Weber l'a entrevu bien que ce dernier représente, plus que Marx, le pont de transition entre une société moderne et une société postmoderne (dans le contexte du système de classes).

Le système occupationnel est d'abord, caractérisé comme un système de stratification basé sur l'occupation et non basé sur la propriété des moyens de production; une société basée sur le statut socio-professionnel et dans laquelle les places sont ordonnées selon le prestige professionnel. D'où par exemple le fait que, dans toutes les études importantes, la méthodologie soit basée sur le statut professionnel. Il est vrai que d'autres méthodologies sont employées, plus marxisantes, telle celle du britannique John Goldthorpe. Selon ses propres termes il n'est pas marxiste, mais préfère quand même une approche marxiste et s'élève contre l'ensemble des études américaines qui préfèrent une méthodologie du "status attainment". Goldthorpe dit préférer l'approche marxiste car elle permet de faire ressortir les inégalités qui brouillent les autres approches. Mais les données indiquent le contraire.

Kelley, un sociologue critique de l'approche de Goldthorpe ("The Failure of a Paradigm : Log-linear Models of Social Mobility" in John Goldthorpe : Consensus and Controversy (sous la direction de : Clark, Modgil et Modgil, 1990 : Falmer Press) a trouvé que, peu importe le pays où on pose des questions, fait des sondages, demande aux gens d'évaluer des statuts, on trouve systématiquement, en haut de l'échelle, les professionnels. Viennent ensuite les administrateurs et significativement par la suite, les techniciens, superviseurs, des gens qualifiés du point de vue technique et qui n'ont ni le statut autonome des professionnels, ni la tâche de gestion des cadres. Puis se retrouvent groupés les travailleurs manuels, non manuels, cols bleus, cols blancs. Sur une échelle de prestige, on peut voir: professionnels = 100, administrateurs = 75 et après, ça commence à tomber, 63, 52, 45, 34, 28, jusqu'aux travailleurs agricoles qui sont tout en bas de l'échelle.

Ces gens-là ont une place dans la société parce qu'ils ont une occupation, dans ce système, déterminée par les diplômes. Sauf que, Jencks a trouvé, d'un côté, que les diplômes, s'ils déterminent bien la place comme n'importe quel autre facteur, de l'autre, ils ne la déterminent

pas plus que n'importe quel autre facteur. Dans son étude, Jencks a analysé tous les facteurs liés à l'occupation et au revenu et il a trouvé qu'en ajoutant l'ensemble de ces facteurs, individuels ou institutionnels - les diplômes, les résultats aux tests de connaissance, les écoles fréquentées, l'origine sociale, bref les critères auxquels on se réfère lorsqu'il s'agit, éventuellement, d'intervenir pour augmenter l'égalité dans la société - tous ces facteurs réunis n'expliquent en fait, au maximum, que 50% du montant de l'inégalité dans la société. Il reste donc un autre 50% que les sociologues n'arrivent pas à expliquer. Jencks dit qu'ils peuvent bien raffiner leur méthodologie autant qu'ils veulent, avec leurs visées rationalistes totalitaires, ça ne changera rien. Jencks, quant à lui, pense que c'est dû au hasard.

Moi je pense qu'il faut interpréter ce hasard comme le cadre général d'une société qui distribue les places sur la base de l'inscription organisationnelle de l'individu dans la société et ensuite considérer les hasards des cycles économiques, du déroulement de la société qui font qu'à un certain moment, avec ses diplômes, quelqu'un se retrouve bien placé pour satisfaire à certaines exigences de qualification alors que la même personne, à un autre moment, n'arrive pas à trouver d'emploi. C'est ce que Jencks entend par le hasard.

Ce qui est intéressant, cependant, pour identifier le système occupationnel, c'est que de tous les facteurs importants, les diplômes arrivent en tête de liste, ce qui est tout à fait logique dans le cadre d'un système de stratification basé sur la profession, sur le statut socio-professionnel. C'est ce qui explique que, selon les sondages et les tests distribués dans la population, ce sont automatiquement les occupations professionnelles qui sont les mieux cotées, ce qui est compatible avec un système où le prestige compte plus que l'argent. En ce sens, l'argent n'est que la conséquence du type de stratification; il n'explique plus le système de stratification conçu comme la distribution des postes dans la société.

Une chose importante à signaler, c'est que malgré le fait que les diplômes soient le facteur le plus associé à la réussite socio-économique, ce n'est pas parce que diplôme signifie compétence. Les diplômes agissent de deux manières: premièrement, en limitant le nombre de personnes qui ont accès aux postes qui sont socialement valorisés. Il y a un nombre limité de médecins, de psychologues etc. qui sont acceptés dans les universités et dans les corporations. Ils limitent aussi dans la mesure où il faut de longues études pour avoir une place socio-professionnelle élevée. Les gens qui n'aiment pas réquenter l'école, même s'ils sont intelligents - selon les résultats aux tests de compétence standardisés - sont exclus. Deuxièmement, les diplômes ont une fonction de légitimation pour l'ensemble du système occupationnel. C'est-à-dire que les gens, en bas de l'échelle, évaluent leur place selon le modèle généré par l'ensemble

de ce système de stratification basé sur le statut socio-professionnel, lui-même censé être en correspondance avec des diplômes, ce qui suppose donc que ces diplômes consacrent la compétence. Alors le monde se résigne en disant qu'il a la place qui convient à sa compétence.

Ceci dit, la possibilité de faire carrière est commune à tout le monde. Même si vous avez une place en bas de l'échelle de stratification contemporaine, vous avez une carrière, c'est-à-dire que vous pouvez planifier, en petit gestionnaire autonome, votre vie, vos rentes, votre revenu, vos cartes de crédit, vos achats de Noël..., parce que vous avez un emploi, avec certaines possibilités de carrière, de mobilité, de sécurité. Petite anecdote pour confirmer ceci : par exemple à l'UQAM, si vous êtes employé de soutien, après trois mois, vous avez la permanence. Imaginez le nombre d'institutions qui reproduisent ce type d'arrangement, ou d'autres, similaires.

Dans ce système de stratification, certains ont un emploi parce qu'ils ont des diplômes, d'autres parce qu'ils sont dans des réseaux (familiaux ou autres). Evidemment, les monopoles sont inégaux. Si vous êtes de ceux qui disposent du réseau d'un grand bureau d'avocats, vous êtes mieux disposé qu'un simple prof de cette institution (l'UQAM), mais c'est quand même mieux d'être prof que d'être concierge. Ceci dit, ces gens se meuvent à l'intérieur des réseaux et des monopoles, que ce soient par des contacts, la protection syndicale, une possibilité de carrière. Ce qui leur donne presque une garantie de mobilité sociale, surtout face à tous ceux qui sont exclus de ces réseaux.

Les gens qui sont exclus sont des gens qui se retrouvent vraiment devant aucune issue parce qu'ils dépendent complètement des cycles économiques, de la précarité du travail, de l'embauche dans les services en expansion qui sont des secteurs misérables, offrant des salaires absolument dérisoires. Parmi ces gens, et la plupart des statistiques le confirment, on rencontre l'association entre pauvreté, situation monoparentale, chef de famille femme, secteur de services, travail au noir, travail à temps partiel, etc.

Le système occupationnel est intégré par un double processus. L'un est un processus gradué. On ne peut pas voir, à l'intérieur du système occupationnel, des classes, telles que les marxistes auraient voulu les voir. Une fois que les classes sont distribuées sur la base de l'occupation, on ne voit plus les divisions de classes, on voit des ondes. C'est ce qui implique une fragmentation du système de stratification et une individualisation, de telle sorte que lorsque des gens comme Ornstein, par exemple, font une analyse du système de stratification pour la majorité - la majorité, c'est les 90% de la population qui ne dépendent pas de l'héritage et de la propriété privée des moyens de production ou d'actions en bourse... - essayant de voir, avec une grille marxiste, une possible ligne

de clivage, ils ne la trouvent pas, ni entre travail manuel et non manuel, ni selon le revenu ou l'éducation.

Les gens qui ont un poste non-manuel ont plus de diplômes que les cols bleus, mais les cols bleus ont plus de revenu que les cols blancs. Il y a des femmes qui entrent et qui sortent du marché du travail, des femmes qui occupent des postes administratifs etc.

Evidemment, il y a des différences, mais quand on tient compte de facteurs comme le montant d'années dans le système occupationnel, on trouve que les grands écarts commencent à se réduire. Par exemple, 63% des gens qui sont classés comme travailleurs, selon la définition classique, sont des propriétaires de maison au Canada. Donc, il est très difficile de trouver des manifestations, au niveau de la consommation, des inégalités qui, dans l'ancien schéma, seraient produites par un système d'inégalités liées au mode de production. Conséquemment, il est très difficile d'utiliser la ligne de clivage cols blancs/cols bleus, ou travail productif/travail improductif, comme manière d'identifier les classes sociales, et d'autant plus si cette notion de classes doit aussi avoir la signification d'action sociale, les ouvriers de préférence de type révolutionnaire, pour les marxistes. C'est très frustrant pour les néo-marxistes comme Ornstein, mais aussi Wright (The Debate on Classes, 1989). Ce dernier est connu comme étant celui qui a théorisé le plus la version néo-marxiste en disant que suivant les théories de Carchedi, il s'agit d'une nouvelle classe moyenne dont la place est liée au taylorisme et donc, au contrôle du processus de la division du travail. Il propose alors d'utiliser le degré de contrôle sur le processus de travail comme ligne de clivage entre les classes mais en voulant lier aussi le travail de bureau (col blanc) il ne trouve pas suffisamment de distinctions. Il pense par exemple, avec Braverman, que si la thèse néo-marxiste est correcte, le capital, tout en créant une expansion énorme, crée aussi la déqualification. Mais quand ils font des analyses, ils se rendent compte qu'il n'y a pas que la déqualification quantitative qui est impliquée par leur théorie. D'ailleurs il y en a d'autres (Cagliani, "Class and Economic Development : A Critique of Marxist Theories" in John Goldthorpe: Consensus and Controversy, op. cit.) qui ont fait une analyse et qui ont trouvé que plus il y a de travail de type col blanc, malgré les implications de Braverman, plus il y a aussi d'emplois de type professionnel; ce qui devient une confirmation de notre thèse. Moins la société est une société de travail dans le sens du travail dans le secteur productif, plus il y a expansion dans les tâches de gestion. Ce n'est pas incompatible avec l'inégalité, mais il faut comprendre que l'inégalité actuelle repose sur une autre base que celle vue par Marx ainsi que les thèses qui s'inspirent de lui.

Je dirais que ce type de système de stratification, crée une situation dans laquelle les gens n'ont une place dans la société que dans la mesure où ils sont insérés socialement. On a déjà vu avec Haesler qu'il est possible d'avoir une carte de crédit que si tu as un emploi. Pas d'emploi, pas de carte de crédit, même avec plein d'argent dans les poches, ça ne suffit pas. Ce n'est pas l'argent qui compte, c'est la place. Une place est une garantie de fiabilité, non seulement dans le sens monétaire du terme, mais c'est aussi (presque) une garantie de notre existence en tant qu'être humain et en plus, nous devenons dignes d'être gérés.

D'une certaine manière, nous sommes devant est une confirmation de la théorie de Marx sur le vrai sens du capital. Marx n'a pas vécu suffisamment longtemps pour comprendre la portée de ce qu'il écrivait, mais c'est quand même avec son génie qu'il a vu que le capital est essentiellement une lutte contre le temps. À voir les thèses dans

Le capital : surtravail = surtemps, i.e. ce qui est géré actuellement, c'est
travail temps

le temps. Il y a des gens qui gèrent et leur temps est extrêmement précieux et il y a des gens qui sont gérés et leur temps est considéré comme négligeable. Si vous n'occupez pas un poste de direction, votre temps - il faut entendre ici que votre vie - a peu d'importance. Vous pourrez regarder la télé, aller magasiner et à la limite avoir un emploi. Ce qui est important c'est que vous soyez quelqu'un ou quelque chose dans le sens d'une marchandise à gérer. Une thèse comme celle de Whyte se voit alors confirmée: la société contemporaine crée l'homme organisationnel. L'homme, ou la femme aliénés -non dans le sens de Marx, i.e. désemparés des outils de production- sont des êtres gérés parce qu'ils ont une place dans le système organisationnel de la société. Si on n'a pas de place, notre vie devient beaucoup plus précaire et entraîne le sens même de notre existence. D'où l'état de précarité énorme de tous ceux qui sont sur la frontière de ce système ou qui en sont complètement exclus.

Si c'est vrai, on peut mieux expliquer que les marxistes - mais avec un matérialisme encore plus farouche - pourquoi il n'y a pas de conflits de classes dans la société malgré le fait que s'y produisent autant d'inégalités. La plupart des analystes marxistes ont besoin d'avoir recours à des facteurs qui se situent en dehors du système de classes, c'est-à-dire des facteurs comme le système d'intégration politique, de manipulation idéologique, etc. Les marxistes s'efforcent encore de trouver un comportement de classe, un comportement électoral de classe. En se référant aux statistiques électorales, on peut démontrer qu'au Canada, des raisons pour lesquelles la classe ouvrière ne vote pas NPD : elle n'aurait pas ce choix étant donnée que la classe dominante capitaliste structure les options politiques. Par contre, dans les arrondissements où il y a des candidats NPD, on dénote une augmentation du vote pour le NPD. On retrace

le même phénomène, selon Goldthorpe, pour le "Parti travailliste" en Angleterre. Essentiellement, je pense que les statistiques et les données sont biaisées.

Bien sûr il y a encore certains éléments de comportement de classe, mais ils sont très atténués. Toutes les statistiques indiquent que, dans le comportement électoral et jusqu'aux attitudes dans les sondages sur les questions d'ordre politique et sociétal, on trouve de moins en moins d'élément de classe. Je pense que la seule manière de l'expliquer, en bon marxiste, c'est de lier ces faits aux effets idéologiques et aux types de comportements produits par un tel système de stratification. Un système de stratification basé sur l'occupation génère une fragmentation et une individualisation et encourage les gens, dans la mesure où ils agissent, à faire exactement ce que Weber a dit, c'est-à-dire qu'ils vont agir par secteurs, selon une rationalité instrumentale qui maximisera leurs intérêts particuliers - ceux-ci dépendant de la place qu'ils occupent dans le système - pour augmenter leurs chances de mobilité sociale en utilisant le système politique. Donc, ils vont soutenir le parti qui, apparemment, a l'air de convenir le mieux à leurs intérêts particuliers à un moment précis. A contrario, une partie des cols bleus vote social-démocrate alors que ces mêmes travailleurs, dans les sondages, diront que les syndicats ont trop de pouvoir dans la société actuelle.

Ainsi, le type de comportement produit par ce système de stratification est un type de comportement stratégique. Chaque acteur et chaque groupe d'acteurs reproduit le type de pensée instrumentale qui est la logique instrumentale de gestion de la classe au sommet. Ceci affecte la mobilité sociale mais le déploiement de telles stratégies ne fonctionnerait pas s'il n'y avait pas suffisamment de mobilité sociale pour permettre à chaque personne de croire - si elle applique une certaine stratégie - qu'elle a une chance de réussir, de monter un peu dans l'échelle. Jencks démontre, contrairement à ce que beaucoup de gens pensent, que l'origine sociale n'est pas déterminante pour le type d'occupation qu'on a. D'une génération à l'autre, l'origine sociale compte moins comme facteur déterminant. Il y aurait suffisamment de flexibilité dans le système, suffisamment de possibilités de mobilité sociale pour que cette stratégie fonctionne et ait l'air de trouver écho chez le pourcentage d'individus nécessaire à maintenir le système en place et assurer une tranquillité ouvrière au lieu d'une combativité ouvrière. Evidemment, on y voit d'autres points d'aliénation et d'inégalité que l'on ne pourrait faire entrer dans le cadre d'une analyse de type marxiste, mais aussi une quête de la distinction. Bourdieu a écrit cinq cents pages sur la distinction pour montrer ce que cela veut dire occuper une position de classe: si vous vous situez vers le haut de l'échelle, vous écoutez du jazz, si vous vous situez en bas, vous écoutez du heavy metal; si vous avez un peu plus d'argent,

vous achetez du coton, sinon du synthétique; si vous êtes cadre moyen, vous allez chez les antiquaires, les autres un peu plus bas vont chez IKEA, et ainsi de suite jusqu'aux gens qui doivent aller à Dernier Recours pour avoir à manger et à l'Armée du Salut pour avoir un lit.

En même temps ce type de distinction provoque des attitudes communes dans la société car personne ne peut se voir différent face à l'autre. Si on regarde autour de la table, on ne peut pas savoir ici qui est prof et qui est étudiant, ce qui, à mon avis, est un exemple de confirmation de cette thèse. Si on était à l'époque de Weber, vous sauriez sans doute qui est Weber, ne serait-ce qu'à sa manière de s'habiller.

Ces stratégies de mobilité sont aussi absolument cruciales pour expliquer ce qui commence à être très problématique, c'est-à-dire: rapports ethniques/rapports de classes, et rapport de sexes/rapports de classes.

Système de classe et production de sens.

Par rapport à la question de la production de sens secrété par un tel système, on ne peut pas le comprendre sans comprendre que le système occupationnel a changé. Ce qui en sort est une perte de sens et de normativité complète, typique d'une société postmoderne, technocratique, opérationnelle-décisionnelle. Effectivement, il y a toujours renvoi du système de stratification à la société et renvoi de la société au système de stratification avec un renforcement de ce processus, ce qui ne peut pas être compris sans les thèses que Michel Freitag a élaborées. Un système de stratification basé sur l'occupation n'est pas du tout incompatible avec des inégalités. Au contraire, les inégalités coexistent avec une idée du hasard dépendant d'un système en expansion et en restructuration permanente, d'où une nouvelle interprétation de l'idée de crise. La crise est toujours là parce que, justement, le système fonctionne par crises, et non seulement par crises, mais par gestion des crises. Ce n'est plus l'idée de crises cataclysmiques comme dans l'eschatologie de Marx, mais il s'agit de crises dans le sens gestionnaire du terme: s'il n'y a pas de problèmes on va en créer et on va les gérer, ce qui en entraînera d'autres, etc. C'est ce qui explique que les emplois sont parfois en contraction et parfois en expansion. Si vous avez de la chance, que vous tombez au bon moment et que vous pigez un emploi - peut-être syndiqué, de surcroît - vous avez une carrière, sinon "too bad".

Un tel système produit aussi des effets idéologiques, dont l'un consiste dans le fait que les gens conçoivent leur vie dans le sens de l'autonomie, un thème que nous avons déjà développé. L'autonomie se confond avec dignité, liberté, égalité, dans la version de la société moderne mais en fait, n'est rien de tout cela. L'autonomie c'est une

conception de soi qui va avec un système de stratification basé sur la profession et la carrière. On est autonome, d'abord dans le travail, mais après, partout. D'où la volonté d'affirmer son autonomie, en tant que pré-adolescent, pré-pré-adolescent, pré-nourrisson, fœtus, etc. et mourant (on veut aussi mourir d'une manière autonome). Tout le monde veut être autonome.

Cette autonomie a quand même une conséquence extrêmement néfaste. Elle provoque chez les gens un déchirement profond, typique de l'aliénation qui existe dans la société contemporaine. Les gens veulent être autonomes car tous les indices qu'ils voient autour d'eux leur parlent d'autonomie, c'est-à-dire de maîtrise de soi, dans un langage que la gestion et la technocratie produisent pour l'intimité, pour le sens de la vie. Mais cette autonomie ne peut jamais s'accomplir dans un système qui crée le fractionnement et qui enlève les bases matérielles minimales pour que tout le monde puisse réaliser son autonomie. Les seuls gens qui se réalisent comme autonomes sont ceux qui se trouvent en haut du système. En effet, les professionnels qui occupent une position au sommet de ce système de stratification, sont les seules personnes pour lesquelles il est possible d'accomplir ce rêve de maîtriser sa vie et d'exercer un contrôle sur son environnement, non seulement matériel, mais aussi psychique.

C'est aussi pourquoi, comme je l'ai déjà mentionné, il y n'a pas de combativité de classe - combativité associée aux inégalités produites par le système de production - et pourquoi il y a, malgré tout, loyauté envers le système. Cette loyauté, c'est-à-dire la légitimation des processus sociaux, s'accomplit par abstraction. C'est ainsi que les gens vont arriver à dire - et parfois dans le même sondage - que leur syndicat n'a pas assez de pouvoir mais aussi que les syndicats ont trop de pouvoir dans la société. Au niveau de sa représentation sociétale, chaque personne ne trouve jamais autre chose que cette société parce que cette société lui offre, comme London Life à la télé, la possibilité du rêve de la réalisation de l'autonomie de soi. Ceci est tout à fait nouveau du point de vue de l'histoire de l'humanité car jamais auparavant, les gens n'ont osé parler en ces termes. Dans notre perspective, il est indécent de parler ainsi de la société mais regardé objectivement, c'est quand même un progrès fulgurant de la liberté. C'est donc un système de légitimation idéologique très efficace, bien plus efficace encore que ce qu'auraient pu imaginer Marx et les marxistes, précisément parce que chaque avancée dans l'abstraction du système représente une avancée dans la réalisation de l'autonomie de soi, ce qui crée le sujet contemporain tel que nous en avons discuté à plusieurs reprises.

Les effets idéologiques de ce système occupationnel visent aussi les exclus de ce système, ceux qui vivent dans la précarité et qui sont obligés de définir leur exclusion non pas simplement en termes d'argent - ce qui

est l'équivalent du système moderne - mais en équivalent du système postmoderne, c'est-à-dire en termes de position de vie, d'insertion sociale. C'est pourquoi on entend très souvent de nos jours que les inégalités produisent des gens qui ne sont pas seulement pauvres, mais monoparentaux, jeunes, personnes âgées, personnes à la retraite ou membres de tel groupe ethnique, bref membres d'un groupe discriminé. Ces catégories sont toutes des catégories identitaires. Il est donc très difficile de parler du système de stratification et des inégalités socio-économiques, autrement que dans des termes identitaires, et ce tant pour les sociologues que pour les gens qui vivent dans la société.

Conséquemment, nous sommes témoins de luttes sociales qui s'expriment dans les termes de l'identité. Des termes identitaires qui soulèvent des aspects extrêmement douteux, racistes etc. Michel Freitag a effleuré le sujet vers la fin du chapitre 14 de son bouquin¹ mais ce n'est pas très élaboré. Le fait que les gens soient obligés de définir leur exclusion comme étant celle de gens appartenant à des catégories identifiées essentiellement par un stade de vie - être jeune, être vieux, être monoparental, etc. - ce fait est lié, lui aussi, à un système d'occupations qui définit la réussite en termes de maîtrise des différents moments de passage dans la vie. Il y a un best seller américain, "Passages" de Sheehy, un livre de type psycho-sociologique, qui essaie d'expliquer aux gens comment il y a plusieurs moments de passage, plusieurs rites de passage dans la vie, chacun représentant un moment de défi, de maîtrise, d'autonomie et, on peut les réussir comme on peut les échouer. A la longue, si vous cumulez assez d'échecs, vous ratez complètement votre vie.

Du point de vue maintenant de la classe dominante. Le même type de système de stratification implique un changement dans la base de la classe dominante. Il faut se rappeler qu'en parlant d'un système de stratification on implique nécessairement un type de société. C'est pourquoi - et Marx, Weber et Parsons ont toujours pensé la question des classes et des inégalités comme reflétant un certain type de société, ce qui leur permettait de théoriser autant sur la société que sur le système de classes - notre thèse sur la postmodernité devient importante. Elle désigne un type de société avec le type de système de stratification, tel que présenté, qui la confirme, qui la reflète et qui, en plus, l'alimente.

Pour être conséquents il faut prendre en considération qu'il y a un changement dans la base de la domination de classe. La nouvelle classe dominante est une classe, non pas économique dans le sens de propriétaires des moyens de production, mais technocratique ancrée dans la séparation du contrôle et de la propriété. Michel Freitag a analysé

¹ Dialectique et Société Tome 2, Editions St-Martin, Montréal 1986

l'aspect juridique des entreprises contemporaines. Une classe technocratique a ses bases dans le système occupationnel qui s'érige selon le statut socio-professionnel, valorisé par les diplômes qui consacrent soi-disant la compétence. Plus elle a le monopole, plus elle a une base pour son pouvoir, qui a commencé avec l'organisation du système de travail et qui est maintenant élargi à tous les secteurs de la vie, au point où cette classe est composée de gens qui organisent la vie des autres. Avec Taylor, c'est le début des ingénieurs : ingénieurs du sexe, ingénieurs de la mort, de la naissance, des passages de la vie, des crises de nerfs, etc. Comme Marx nous l'a expliqué, chaque classe qui remplace une autre classe dominante, le fait historiquement, sur une base de plus en plus élargie. La classe technocratique est donc plus large que la classe bourgeoise comme la classe bourgeoise était plus large que la classe aristocratique. Donc, la classe technocratique a aussi l'avantage de pouvoir se justifier dans des termes universalistes et démocratiques plus larges que ne le pouvait la classe bourgeoise. Ce n'est pas un hasard si les revendications se font au nom de la démocratie, ni si, aujourd'hui, même les classes dominantes se justifient elles aussi au nom de la démocratie.

La démocratie c'est l'idéologie de la classe dominante technocratique, ce qui représente un lieu de passage majeur entre la modernité et la postmodernité. La soi-disant compétence de la classe dominante technocratique repose sur deux bases: un savoir technique réel et un savoir social qui est de l'ordre de la gestion. Cette classe ayant réussi à fondre les deux bases, il devient extrêmement difficile de les délimiter, mais il est clair que c'est le savoir gestionnaire qui l'emporte si on se fie aux échelles de prestige. Ceux qui ont simplement un savoir technique sont toujours évalués au milieu de l'échelle, en bas de laquelle se trouvent ceux qui accomplissent des tâches routinières et, en haut, les professionnels ou les administrateurs. En même temps, c'est le prestige qui est à la base de leur position. C'est le prestige qui crée un respect énorme envers les technocrates, dans tous les domaines.

Un autre aspect intéressant est de voir comment on peut combiner notre analyse avec la théorie des élites. Cette classe dominante, à l'encontre de la classe dominante bourgeoise de Marx, n'a pas besoin d'avoir la mainmise sur un lieu central qui rayonne à travers tous les autres et qui les contrôle comme l'infrastructure vs la superstructure. Elle fonctionne plutôt exactement comme Aaron ou Dahrendorf l'ont expliqué, c'est-à-dire que son pouvoir et sa domination reposent sur la base de la séparation institutionnelle des champs sociaux. On peut ainsi avoir une analyse des élites et en même temps une homogénéité trans-élites et trans-institutionnelle -qui maintenant devient trans-nationale.- due aux gens dont les liens se créent par le fait non seulement d'être sur le conseil d'administration des grandes sociétés mais aussi par le fait

d'occuper les postes de direction et de gestion dans chacune des sphères institutionnelles de la vie. C'est d'ailleurs pour cette raison que leurs places sont tellement interchangeables. Je pense qu'on en est qu'au début, c'est pourquoi on a souvent l'impression que ce sont les élites économiques qui manipulent tout -comme dans le débat sur le libre échange. Ce qu'on semble oublier c'est que nous sommes en présence de gens qui, pour paraphraser Marx, ne sont pas poètes le matin, cuisiniers le soir et bergers l'après-midi, mais directeurs d'hôpitaux un jour, directeurs d'une compagnie un autre jour, directeurs d'un ministère un autre jour, ou d'un concert rock ou de Médecins sans frontières. Ce sont des positions qui exigent toutes des techniques de gestion. Les liens qui se soudent entre ces gens ne sont plus simplement l'argent, mais le fait d'envoyer leurs enfants dans des écoles privées et d'être membres de clubs exclusifs de golf. Ils sont très démocratiques. Leurs liens sont soudés par les fonds publics, par les institutions publiques : les universités de haut prestige, les lieux d'exercice de la gestion où les gens s'entrevoient, lesancements des musées, les sièges des orchestres symphoniques où en plus, dans les termes de Parsons, ils remplissent leur devoir sociétal. En remplissant leurs obligations dans ce complexe ou en échange de leur statut privilégié et de leur grand prestige, ils font ce que les aristocrates d'antan faisaient, c'est-à-dire contre prestige donné, argent rendu. Ils donnent non seulement de par leur position due à leur occupation, mais aussi du point de vue de leurs oeuvres philanthropiques. Ils partagent leur savoir gestionnaire. Ces institutions étant en crise, ils organisent même le bénévolat. Mais quand les liens qui les soudent sont des lieux publics, l'idéologie démocratique s'en trouve renforcée comme base idéologique de la classe dominante. Ce qui met la population dans une très mauvaise position, quand en bas de l'échelle elle réclame au nom de la démocratie, les membres de la classe dominante lui répondent : "Mais la démocratie, on est pour ça, on est là pour vous, pour servir le public". Ce qui empêche des oppositions de se développer dans la société. Et c'est ici qu'avec notre analyse, nous intervenons en rendant extrêmement claire la situation qui pour plusieurs se présente comme la confusion dans les luttes sociales contemporaines.

Sous l'angle de la représentation symbolique, dans leur livre, The Hidden Injuries of Class, Sennett et Cobb ont fait des entrevues avec cent cinquante familles ouvrières à Boston. Ils voulaient expliquer pourquoi la classe ouvrière ne se révolte pas alors qu'il y a tant d'inégalités. D'après leur analyse, le monde symbolique et les représentations d'ordre psychique et psychologique produits par notre société sont tels que les gens continuent d'intérioriser les contradictions produites par un tel système de stratification, sous forme de blessure à leur propre dignité, en tant qu'êtres humains. Comme résultat, ils ne peuvent pas renvoyer la balle

contre le système social puisqu'ils ne le voient pas, tant il est abstrait. Conséquemment, ils essaient toujours de trouver ailleurs des compensations aux blessures infligées par le système de stratification. Ailleurs c'est dans la famille, le groupe ethnique, la communauté, la maîtrise de soi. Chacune de ces compensations s'avère aussi illusoire que le système de stratification lui-même, les gens tournent en rond.

Suivant l'analyse de Sennett et Cobb, les seuls groupes pour lesquels la dignité n'est jamais blessée par le système de stratification, ce sont les professionnels. Pour eux, amour et pouvoir, autonomie et base matérielle, vont ensemble. Moi je pense qu'il y a encore autre chose; non seulement ces gens-là sont-ils les seuls êtres libres dans notre société, mais la représentation de leur liberté - qui est un modèle pour nous tous puisqu'autrement ils ne seraient pas cotés en haut du système de stratification - devient l'autonomie de l'être libre qui gère tout le monde tout en étant complètement détaché des liens sociaux.

D'où la brisure dans le tissu social contemporain. Les termes dans lesquels un tel système de stratification définit la réussite impose pour chacun une individualisation complète de sa vie, au point où la réussite personnelle équivaut à l'aliénation de tout le reste de l'humanité. D'où par exemple, si vous lisez Tom Wolfe (Le bûcher des vanités), vous y retrouvez la représentation parfaite du personnage qui a des actions en bourse, qui réussit splendidement dans une vie où il n'ose pas sortir de son appartement.

Ce qui signifie que la réalisation de l'autonomie par le rêve gestionnaire implique la fin du contrat social tel qu'élaboré dans la modernité, et représenté dans les écrits de Hobbes, de Locke, de Rousseau. Maintenant on a l'homme libre, qu'était le bourgeois ou l'être générique de Marx, mais dans la version postmoderne qui n'est pas la réalisation des promesses de la modernité mais, au contraire, leur trahison, et une mutation dans le sens de ce que veut dire "être un être humain". Quand on a un tel changement ontologique de l'être humain, on ne peut être que dans un autre type de société, une société postmoderne qui redéfinit le sens de l'aliénation de Marx. Maintenant, l'aliénation passe par la réussite individuelle au prix de la société. Pourtant, c'est la société qui consigne l'idée même de l'humanité. On devient non seulement aliéné dans le sens du travail, mais aussi par rapport à notre propre humanité, par la réussite individuelle, en tant qu'être solitaire. C'est l'image de la réussite qui est projetée à tous ceux qui vivent dans cette société.

En ce qui concerne les gens qui ne peuvent pas se permettre ce rêve parce qu'ils ne se trouvent pas au sommet du système occupationnel, ils deviennent des gens déchirés intérieurement, des gens qui vivent abstraitement, qui doivent trouver des compensations pour les blessures infligées à leur dignité. Il y a beaucoup d'exemples: pour devenir

contremaître, le problème pour la firme n'est pas la compétence, mais comment s'assurer que, quand on choisit une personne parmi les cinquante qui sont compétentes pour le poste, les autres ne se soulèvent pas. La manière d'y parvenir, c'est de faire en sorte que chaque personne intériorise la faute et se dise qu'elle n'a pas le je-ne-sais-quoi absolument nécessaire. Le tout confirmé par les tests de la psychologie industrielle et des relations de travail. Il y a des petits experts qui font passer des examens apparemment neutres et objectifs pour sélectionner les gens qui ont exactement le profil. Comme s'il fallait être un génie pour superviser une chaîne de montage. En général les gens acceptent de se trouver incompetents pour le travail. Autre exemple : les gens qui disent que leur père a tout sacrifié pour qu'ils puissent avoir un peu de mobilité sociale. Ces gens sont allés au cégep, à l'université, pour finalement avoir un poste de cadre junior dans une banque où ils déplacent des papiers d'un endroit à l'autre; après un certain temps ils se disent : "mais mon père a tout sacrifié pour moi et je me sens nul, pourtant je n'ai pas le droit parce que je dois valider le sacrifice de mon père". Ces gens essaient de compenser dans les liens communautaires. Ils admettent que le travail est dégueulasse et qu'ils sont nuls etc, mais pas dans la famille, alors à leur tour ils se sacrifient pour leur famille. Les enfants grandissent mais ils décrochent, ils fument, ils s'en vont en Thaïlande etc.. Ou encore, ils optent pour la consommation ou ils regardent la télé, activité devenue une forme contemporaine du travail.

Je me souviens de la discussion qu'on a eue il y a quelques années quand Manfred Bischoff a parlé de la société de travail et nous avons répliqué : "Ah oui! Mais il y a la culture". On peut comprendre pourquoi les gens cherchent du sens à la culture, quand le travail ne produit plus de sens. On cherche le sens dans la culture mais, la culture, est associée aux loisirs. Et les loisirs, du point de vue du sens de la vie, ne produisent pas tellement de sens. Alors les gens deviennent touristes dans leur propre ville, sinon dans leur propre vie, et ils sont toujours en quête du sens qui est toujours ailleurs car aucune sphère de la vie ne le produit. Et comme aucune sphère de la vie ne le produit, il y a des experts qui vont le trouver pour vous et qui vont vous expliquer comment, en faisant juste un pas de plus, vous allez trouver le pot d'or au bout de l'arc-en-ciel. Ceci, évidemment, vous place dans une spirale infinie de quête de sens, exactement de la même manière dont fonctionne le système économique, dans une expansion continue parce que personne ne peut arrêter le processus, parce que la réalisation de soi en dépend. Ce qui est extrêmement efficace comme système de cohésion sociale et qui, en même temps, provoque une aliénation encore plus grande que celle qui existait dans la modernité. Ce qui provoque aussi des luttes sociales dans les termes d'émancipation, d'autonomie, de place au soleil, de volonté d'avoir

accès à ces ressources culturelles qui sont signe de réalisation de l'autonomie personnelle. On a effectivement un double processus de perte de sens et de quête de sens. Plus le sens est perdu et plus les gens sont en quête parce qu'heureusement les gens sont après tout des êtres humains qui sentent la nécessité d'avoir un rapport normatif à leur propre existence. Et c'est précisément le drame.

Rapports de sexes, rapports ethniques, rapports de classes.

Cela se voit également par rapport à ethnicité et rapports de classes. Je pense que ce déplacement s'effectue dans les deux domaines. Très souvent, quand les gens ne pouvaient pas trouver les inégalités profondes dans le sens économique, ils disaient c'est parce que les vraies inégalités socio-économiques sont maintenant ethniques, ou sont maintenant liées au sexe. Regardons alors comment rapports de sexes et rapports ethniques se situent par rapport aux inégalités socio-économiques. Quand on examine les données, on arrive exactement à la même chose que Jencks a trouvé en ce qui concerne la distribution socio-économique basée sur l'occupation. C'est-à-dire qu'il y a des inégalités sur la base de l'ethnicité, il y a des inégalités sur la base du sexe - les données sont là - mais quand on tient constants les autres facteurs tels que nombre d'années dans le pays pour les groupes immigrants, éducation, âge, etc..., les différences commencent à s'estomper. On trouve même des gens de certains groupes ethniques et de certains groupes d'immigrants qui réussissent mieux que les gens d'ici. En même temps, d'autres études montrent qu'il y a de la discrimination dans la société. Alors pour marier les données contradictoires le même processus est à l'oeuvre, c'est-à-dire qu'il y a des inégalités selon les groupes ethniques mais, en même temps, comme c'est une société ouverte avec une certaine dose de mobilité sociale, il y en a qui utilisent la carte ethnique pour obtenir une mobilité individuelle en passant par la mobilité de groupe et ce, parce qu'il y a des groupes qui commandent des réseaux sociaux-professionnels. Il y a des immigrants qui ont la mainmise sur certains secteurs - par exemple, des groupes italiens dans la construction - et, chaque fois qu'un nouveau groupe d'immigrants arrive, ils ont déjà accès aux jobs. Il y a plusieurs façons pour les immigrants de créer des monopoles à travers leur ethnicité. Bien sûr, certains groupes ne réussissent pas à le faire pour toutes sortes de raisons compatibles avec un système ouvert. Pour ceux qui réussissent, l'ethnicité, au lieu d'être un facteur de désavantages, devient un facteur d'avantages. Ce qui devient sociologiquement significatif ce ne sont pas les petits fractionnements de l'ethnicité et de la discrimination dans la société, mais plutôt comment tout cela fait partie du même type de système de stratification contemporain à l'oeuvre dans l'ensemble de la société. Le drame se situe là

où les gens considèrent que n'ayant pas trouvé l'inégalité ailleurs, on va la trouver dans l'ethnicité et les groupes ethniques. Alors ceux qui se voient discriminés ou désavantagés vont utiliser cette voie pour réclamer et s'en servir aussi comme tactique de mobilité sociale. C'est aussi une stratégie. Le résultat : on a des gens qui s'identifient avec leur groupe ethnique parce que, pour eux, c'est la voie de la mobilité tandis que d'autres ne s'y identifient plus parce qu'ils ont réussi individuellement et enfin, d'autres qui gueulent parce qu'ils n'ont pu utiliser aucune de ces deux stratégies de la mobilité sociale. C'est une chose quand les gens manifestent, ça en est une autre quand les sociologues prennent pour acquis que voilà une explication des vraies inégalités dans la société. Ce qui arrive aussi, c'est que les gens qui se trouvent désavantagés dans le système occupationnel vont plaquer le sens sur l'ethnicité. Si ils ont réussi mais que le travail ne leur donne plus de satisfaction, ils se réfugient dans un groupe d'identité, qui peut être un groupe ethnique. Mais ce n'est plus comme à l'époque de Weber quand il parlait de l'ethnicité comme le voisinage, comme un groupe solidaire, comme un groupe communautaire. On vit dans une société abstraite qui brise tous les liens, même les gens qui vivent l'ethnicité la vivent sans profondeur : on est africain, on est catholique, oui, mais ce n'est pas profondément important pour sa propre définition de soi.

Le groupe ethnique est important seulement comme lieu de compensation pour la perte de sens créée dans le système d'occupation. Quand le groupe ethnique est repris comme un lieu de bataille, cela crée des luttes entre des groupes qui occupent les mêmes places dans le système occupationnel. Donc au lieu de gueuler contre un lieu central, le lieu politique, l'Etat, qui sécrétait les normes universalistes et centrales, les gens gueulent entre eux. Pendant ce temps, les cadres de la gestion utilisent ces luttes comme autant de preuves d'une société pluraliste et tolérante et ce, exactement de la même manière que la technocratie a besoin de la séparation institutionnelle des champs sociaux comme moyen d'intégration de son propre pouvoir.

Regardons maintenant les rapports de sexes. Je me suis un peu inspiré de l'analyse de Nicole Laurin-Frenette dans le livre de Yolande Cohen, Femmes et politique. Une des choses qu'elle a démontrée, et avec laquelle je suis d'accord, c'est qu'il y a des inégalités que personne ne peut nier - il y a les discriminations telles que: à travail égal salaire inégal, concentration des femmes, au fur et à mesure qu'elles sont intégrées sur le marché du travail, dans les secteurs relativement moins payés, temps précaire, secteur tertiaire, etc - mais on a un autre phénomène, beaucoup moins important en tant que tel mais important en tant que tendance, c'est que les femmes rentrent aussi plus vite que les hommes dans les postes de gestion administrative, de commerce, de type professionnel, etc. Ce qui

annonce à la longue que la société contemporaine postmoderne peut très bien répondre à la revendication à travail égal salaire égal. Evidemment, si le système peut continuer sans que soient supprimées les inégalités qui se fondent sur l'ethnicité ou le sexe, tout va continuer, mais il n'est pas non plus incompatible avec un tel système d'avoir une société qui ne discrimine plus sur aucune base. Ce que la société postmoderne ne peut vraiment pas tolérer c'est un défi au type de système technocratique et occupationnel.

Conséquemment, les femmes utilisent, elles aussi, leur statut de groupe comme moyen de pression sur le gouvernement pour assurer leur mobilité individuelle par la mobilité de groupe. "Equal opportunity employment", ce système de quotas aux Etats-Unis, est aussi une technique de mobilité sociale. En même temps, dans la mesure où il y a réussite, les femmes éprouvent exactement la même déception que les hommes, c'est-à-dire qu'elles découvrent que le marché du travail n'a rien de spectaculaire. Elles font maintenant pour la société, comme les données le montrent, exactement le même type de travail que ce qu'elles faisaient au foyer. Au lieu de nettoyer la maison, elles nettoient la cité. C'est le même type de concentration de tâches. Il y a une reproduction des lignes de division sexuelle, mais la société ne va rien faire pour briser le moule. Les femmes se retrouvent intégrées dans un marché du travail qui produit maintenant le même non-sens pour les femmes que pour les hommes.

Sauf qu'on dénote certaines conséquences ailleurs, dans la famille par exemple. La famille devient le couple, d'abord, souvent non marié, et le couple devient un lieu de production de sens. Il ne s'y déroule plus de luttes de sexes autour des inégalités puisque les hommes ne possèdent plus les femmes à l'intérieur de l'unité domestique: ces luttes se déroulent désormais à propos des occupations au niveau général de la société. On peut exploiter le travail des femmes, mais pas celui d'une femme par un homme, ce qui annonce dans l'unité familiale des rapports plus ou moins égalitaires. La famille ou le couple devient alors un autre lieu de production de sens pour compenser le non-sens produit par le système occupationnel. Mais un couple qui doit produire le sens affectif pur, se termine par un divorce : on n'a qu'à regarder le taux de divorce actuel. Pourtant comme il y a cette quête perpétuelle de sens, on recommence et on tombe amoureux cent fois dans une vie afin, un jour, de réaliser dans le couple le sens rêvé dans la société. Il est extrêmement difficile pour les lieux domestiques, pour l'unité de couple, de supporter cet engouement pour la recherche de sens dans le couple, mais comme il n'y a pas de sens dans les lieux publics ... D'où le retrait dans la sphère privée, d'où l'absence de normativité publique, d'où le fait que le comportement individuel et affectif de chacun d'entre nous renforce le

vide public, en reprenant à tort cette idiotie selon laquelle le public n'existe plus et le privé est tout. Mais le privé est en train de craquer et bientôt tout le monde va se retrouver dans un asile.

C'est quand même fascinant comme système d'intégration parce que c'est exactement le même type de comportement qui est reproduit, élargi, et qui provoque la guerre des sexes; non pas au niveau du travail parce que l'Etat commence à répondre aux revendications des femmes, mais au niveau privé. Si notre analyse est correcte, cette guerre des sexes au niveau privé va s'intensifier, avec toutes les conséquences dramatiques qu'elle comporte au niveau affectif, pour les rapports entre les sexes, et comme mécanisme de cohésion pour ce type de société.

Implications théoriques et sociétales.

Les conséquences pour la société et pour l'analyse théorique doivent être étudiées au travers des contradictions (énormes) dans le projet d'émancipation légué par la bourgeoisie et repris et accentué par Marx. La manière la plus claire de signaler ces contradictions est de dire que la démocratie, dans le contexte postmoderne, est devenue l'idéologie dominante de la technocratie. Ce qui va à l'encontre de la thèse de Charles Taylor qui disait : dignité, égalité, liberté, sont liées à l'ouverture de l'espace de l'intériorité du sujet tel que légué par la modernité. Pour moi, le contexte socio-organisationnel postmoderne, produit le contraire. La distance parcourue entre la modernité et la postmodernité, si cette analyse du système de stratification est correcte, doit faire un retour à Weber et comprendre que bien qu'il ait signalé le début de ce processus et qu'il soit plus proche de la postmodernité que Marx - bien que le Marx du Capital soit lui-même plus proche de la postmodernité que le reste de ce qu'il a écrit - Weber n'a pas pu voir son plein développement; il s'est arrêté à la bureaucratie, et il ne faut confondre la technocratie avec la bureaucratie. Cette dernière, dans le sens de Weber - qui pourtant a été le premier à signaler l'existence d'une classe basée sur les qualifications et l'expertise - est basée sur les règles universelles légales: règlements écrits, absence de népotisme, normativité. Des règles dont la technocratie se fiche. Il n'y a plus de normes universelles. Il n'y a plus de normes qui soient secrétées par des institutions. C'est dans ce sens-là que la bureaucratie est remplacée par la technocratie, qui procède, d'une certaine manière, par l'arbitraire de la gestion. C'est un type de savoir qui est presque occulte - dans le sens des prêtres de l'Egypte antique - parce qu'à la longue on ne peut jamais comprendre pourquoi une décision est prise et ce, justement parce qu'il n'y a pas de règlement normatif écrit. Tout est technique, tout est décisionnel, tout est procédural. Au vouloir d'une

procédure on répond par une norme, et au besoin de norme on répondra par une procédure....

Jacques Mascotto: C'est ça la dérèglementation.

Stephen Schecter: Oui, mais c'est aussi l'absence de normativité. Ce type de système d'occupation et de stratification produit cette absence. Les études de Jencks le révèlent en démontrant que les diplômés ne consacrent pas la compétence. La compétence, en ce sens, est extrêmement mystificatrice. La compétence n'est pas réelle, ce n'est pas la vraie compétence, c'est un certain type de compétence ayant un certain monopole sur le savoir technique mais qui est subordonnée et, en même temps, intégralement liée au savoir social, au savoir de gestion. Ce type de savoir de gestion produit des comportements et des pratiques qui abolissent la normativité et qui engendrent la perte de sens qui, elle, est liée à cette absence de normativité. C'est une spirale infinie.

A mon avis, la postmodernité commence avec le capitalisme. Marx a fait l'erreur de confondre la société bourgeoise avec la société capitaliste. Une société capitaliste définie, comme Weber le fait, par un marché qui fait marcher les gens, par l'organisation rationnelle du travail, par l'obligation de désemparer les travailleurs parce qu'il faut avoir une organisation méthodique (Benjamin Franklin cf.)...

Jacques Mascotto: *Methodos*, ça veut dire marcher ... en chemin

Stephen Schecter: Merci. Tout ça pour dire qu'il faut placer le début de la postmodernité dans le capitalisme défini comme l'organisation rationnelle du travail, qui est l'expansion du marché universel de Marx, entendu en ce sens et non pas comme l'entendaient les commerçants bourgeois du XVIème siècle. Il y a un hiatus énorme entre les deux. Ça veut dire qu'il faut chercher les origines de la postmodernité dans le XIXème siècle. Si notre analyse de la Révolution française et de la Révolution américaine est exacte, c'est à dire que la société américaine est la première société postmoderne, on comprend pourquoi Benjamin Franklin est le représentant américain du capitalisme de Weber, qui est pour nous le début de la postmodernité.

Une autre idée que j'aimerais soumettre à votre considération. Ce type de rationalité instrumentale ne passe pas, curieusement, par la domination classique. Weber définit quatre formes de comportements: comportement passionnel, comportement habituel, comportement de rationalité substantive et de rationalité instrumentale. Mais il n'y a que trois formes de domination: charismatique, traditionnelle et légale-bureaucratique. Comment se fait-il qu'il n'y ait pas de forme de

domination qui correspond à la rationalité instrumentale? C'est clair, c'est parce que la rationalité instrumentale, le marché, n'a pas besoin de forme de domination politique, n'a pas besoin de la normativité secrétée par les institutions centrales. Ça se passe tout seul. Ça se passe dans les hautes sphères, ça passe par une psychologisation du discours politique.

Olivier Clain: Il parle quand même de la puissance de fait.

Stephen Schecter: Oui mais la puissance de fait, c'est la faisabilité, le contrôle exercé par une société opérationnelle-décisionnelle.

Je pense qu'on peut lier cela avec une autre considération. Dans son oeuvre, Les origines du totalitarisme, Arendt fait une remarque sur l'impérialisme du XIXème siècle. Elle dit que l'avènement futur du nazisme y est déjà signalé, c'est-à-dire qu'on a commencé par exporter ce que l'Europe a intégré par la suite. Pour elle, l'impérialisme représentait une modification du capitalisme, ce qui voudrait dire -je ne me souviens pas des termes exacts - un dépassement de ce qui est raisonnable dans l'organisation de la vie humaine. Il y avait quelque chose de fou dans cette aventure de Rhodes et d'autres en Afrique. Cette même démesure a été par la suite reprise à l'intérieur même de l'Europe ce qui donna l'éclatement du racisme et l'extermination des Juifs par les Nazis. D'une certaine manière on pourrait dire que le processus est identique à ce système qui suit une spirale infinie d'expansion continue, ce qui est de l'ordre de la démesure. Curieusement on trouve la contrepartie, d'une manière tout à fait bizarre et réfractée, dans ce qui est produit par le système de stratification autour de la quête de sens dans les lieux identitaires. Ce qui est naturel - pas dans le sens biologique, mais dans celui de la mesure, quelque chose d'humain, à la mesure des êtres humains - est complètement bafoué et ridiculisé, non seulement par les cadres gestionnaires, mais aussi par les groupes qui revendiquent au nom de l'émancipation identitaire, ils socialisent tout. D'où, la discussion sur les rapports de sexes retraduite dans la famille, avec l'"engouement" pour l'abus sexuel, comme si la famille était devenue le lieu du crime par excellence, alors qu'elle doit être le premier lieu de la naturalisation, c'est-à-dire de l'humanisation de l'enfant, de l'intégration de la génération prochaine dans la société de la génération qui passe. À la place, notre image de la famille, est celle d'un lieu de crime, l'état de nature de Hobbes et de Locke posé dans le lieu de socialisation primaire dans la société. Les rapports de forces - soulevés par Michel Freitag dans ses livres comme étant typiques des luttes entre les groupes sociaux - sont maintenant intégrés dans la famille. C'est comme si l'impérialisme en Afrique se trouvait maintenant à l'intérieur de la famille contemporaine. En conséquence, il n'y a plus de contrat social

parce que le premier lieu du contrat social ne fournit plus la première éducation vers le contrat social nécessaire pour que les êtres humains soient initiés à une conception de l'humanité. Leur conception de l'humanité, se retrouve dans les enfants qui poursuivent leurs parents au bureau des plaintes pour abus sexuel. Si les enfants ne le font pas, il y a des experts qui vont le faire pour eux.

J'aimerais aller à la rescousse du jeune Marx qui disait, dans les Manuscrits, que le communisme était l'humanisme achevé, qui est le naturalisme achevé - ce qu'il a oublié malheureusement et qui fait dire aux gens que le jeune Marx était débile - est la partie la plus belle de son oeuvre. C'est la partie de Marx qui est encore moderne, liée à la société bourgeoise, qui avait une conception de ce que serait un être générique qui ne serait pas tout de suite intégré dans la stratégie de révolution, avec les forces productives, l'égalité etc.... ce qui implique, pour la question que nous avons soulevée, qu'on peut poser comme revendication contre la société actuelle l'idée du contrat social. Ce qui émane de notre analyse, est qu'il faut faire la coupure entre le privé et le public. Dans les termes d'Adorno, le moment de négativité dans la postmodernité, n'est pas le retour à une visée totalitaire d'émancipation mais peut-être la reprise de ce qui serait la mesure de l'humanité et qui doit être soulevée si on veut sauver quelque chose du passé, pas pour le sauver en tant que tel mais pour le transformer en notre héritage. Au niveau du discours, il faudrait créer un langage qui puisse poser la question: que serait un contrat social qui ne serait pas mythique, qui ne dépendrait pas de la construction mythique de l'état de nature? Revenant à Jencks, ce qui est fabuleux dans son analyse, c'est quand il parle du hasard. Jencks est très sceptique face aux tentatives gestionnaires de tout expliquer sociologiquement ou de tout maîtriser socialement. Le but de la société, selon lui, n'est pas de rendre tout le monde égal, d'envoyer tout le monde à l'université, de faire en sorte que tout le monde soit le plus brillant. Ce qui est important, c'est qu'on trouve un contrat social qui permette aux gens de vivre sans brimer leurs possibilités de jouer un peu avec le hasard de la vie. Dans n'importe quel système d'arrangement sociétal lié à la stratification, c'est-à-dire lié à la distribution des ressources dans la société, le but n'est pas l'égalité - parce que c'est impossible - le but est de discuter du genre de société qu'on veut avoir. Quel peut être un contrat social digne des êtres humains, comment assurer à tout le monde une vie décente mais qui autorise en même temps les gens à exercer leur libre choix et à avoir accès aux conquêtes de la civilisation? Un contrat qui permette aux gens, en accord avec leur libre choix, de trouver ce qui correspond à leurs talents, à leurs capacités, à leurs désirs et à leurs besoins, et le tout en conformité avec ce que la société offre, à n'importe quel moment historique, comme possibilités. On peut très bien intégrer la partie

intelligente de l'analyse néo-wébérienne et parsonienne du système de stratification du type "status attainment", sans tomber dans l'utilisation de cette approche comme une justification du système, mais en l'utilisant au contraire comme une autre manière de repenser le social. Ce qui implique la fin des tentatives de tout gérer.

Parsons a parlé, dans son analyse du système de stratification, du fait qu'il était éminemment basé sur l'occupation et cette occupation est légitimée par le fait que les gens qui occupent les postes professionnels de direction occupent les positions au sommet du complexe fiduciaire - c'est le terme qu'il utilise - c'est-à-dire que chaque société, dans ses termes fonctionnalistes, a besoin d'organiser l'accomplissement de ses tâches. Notre société le réalise par l'occupation, précisément parce que dans une société pluraliste, complexe, intérieurement différenciée, avec abstraction et complexification grandissantes, le savoir occupe une place fondamentale. Personne ne peut le nier, nous non plus. Sauf que Parsons dit que l'inégalité est maintenant justifiée et acceptée parce que ceux qui sont au sommet offrent, en contrepartie, comme contribution sociale à tous les niveaux, leur compétence, leur savoir, etc. Si les résultats de Jencks sont corrects et si notre thèse sur l'anomie, l'absence de normativité, la perte de sens, est correcte, nous avons aussi une critique à faire de la société et de la vision parsonienne en disant que ce complexe fiduciaire est guetté, est mis en danger par son propre fonctionnement technocratique. Une des implications du manque de normativité est qu'à la longue le système fiduciaire va être en crise. Les universités vont être en crise parce qu'elles vont produire des gens certifiés mais avec aucune compétence réelle, des gens qui seront même incapables de gérer le complexe fiduciaire qui, selon Parsons, est justement à la base du bon fonctionnement de cette société. Il se demande - ce sont ses propres termes- où sont les lieux possibles de disfonctionnement et de stress dans la société. Je dirais : au coeur même de son système. Une université qui ne fonctionne plus selon des normes, qui ne produit plus les normes intellectuelles, qui s'ouvre à des rapports de force, s'ouvre aussi à une situation où les gens peuvent acheter leurs diplômes. Cela signifie qu'il y a des gens qui servent à gonfler les effectifs parce que les universités ont besoin du fric du gouvernement. On prise de plus en plus la recherche et la performativité mais sans finalité.

Nous en sommes au début, mais c'est effectivement un danger réel. Quand le ministère de l'Éducation nous dit chaque année que les finissants de l'école secondaire échouent systématiquement, à 50 ou 60%, les tests de français élémentaire, c'est une confirmation de ce que Jencks avance. Les certificats vont avoir de moins en moins de concordance avec la compétence et, dans la mesure où un système occupationnel basé sur le statut socio-professionnel doit quand même s'appuyer sur la compétence

réelle, - ça ne peut pas être complètement idéologique, ça ne fonctionnerait pas. N'importe quel matérialiste le sait et Parsons n'est pas fou, il est même bon marxiste de ce point de vue, il dénonce ce grand danger pour la société.

Une des contributions de notre analyse, c'est qu'elle n'est pas seulement une critique abstraite (perte de sens dans la société, dite "philosophique") mais c'est que, sociologiquement parlant, si nous avons raison, l'absence de normativité va avoir tôt ou tard des conséquences graves. Pas juste au niveau de la représentation de soi, de la négociation, de notre sens existentiel et des absurdités à la télé, mais bientôt il n'y aura plus de télé parce que les gens ne sauront plus lire et il faudra quand même pouvoir lire les instructions.

DEBAT FAISANT SUITE A LA COMMUNICATION DE STEPHEN SCHECTER

Jacques Mascotto: J'aimerais faire quelques remarques qui vont confirmer ton exposé. A un moment donné, tu as dit que tu te montrais très "osé" en parlant de racisme et de rapports de sexe, mais plus osé que Hannah Arendt dans Crisis of the Republic, tu ne peux pas! Parce que lorsqu'elle parle des Noirs et des Blancs dans Crisis of the Republic, elle dit dans les grandes villes aujourd'hui, dans le système actuel, il n'y a que les riches et les pauvres qui peuvent survivre et lorsqu'elle analyse les phénomènes des public schools, elle montre très bien que quand les Noirs - qui ont intérêt à faire baisser les niveaux d'éducation- rentrent dans les public schools, ça fait fuir effectivement les classes blanches petites, basses, moyennes qui, elles, voient encore dans l'éducation et dans les diplômes un accès à la promotion sociale, d'où l'irritation de ces gens-là face aux Noirs. Ensuite lorsqu'elle analyse les demandes très violentes de certains Noirs, lorsqu'elle analyse les événements de Berkeley, elle montre qu'aux Etats-Unis, les tribunaux pénalisaient davantage les Blancs lorsqu'ils faisaient des sit-in pacifiques que les Noirs lorsqu'ils exerçaient parfois la violence totale, et ce, parce que les Blancs contestaient un système, la structure légale du système, alors que la violence pure, radicale des Noirs était beaucoup moins dangereuse pour ce système. En d'autres termes, la violence aveugle qu'exerçaient les Noirs, une Démocratie peut très bien le comprendre parce que c'est son contraire. Elle peut intégrer cette violence parce que cela ne la remet pas en question intrinsèquement. Arendt continue et montre pourquoi ce sont les ouvriers de l'A.F.L.-C.I.O. qui soutiennent le plus la guerre au Viêt-Nam et, dans les mouvements contre la guerre au Viêt-Nam, elle va montrer pourquoi ce sont les Noirs qui ont embarqué les derniers : c'est parce qu'ils avaient aussi intérêt, en tant que Noirs, à obtenir les jobs avec la promotion que ça pouvait leur fournir. Arendt disait cela de façon très crue. Elle le disait dans une interview à la télévision allemande devant des Allemands éberlués. Elle parlait en termes assez crus pour faire bien comprendre son point de vue ce que nous ne devrions pas nous gêner de faire. Et de la même façon, elle continue en disant qu'en Union Soviétique, ce ne sont pas les dissidents qui réclament le marché et le capitalisme, mais les anciens communistes. Et ajoute-t-elle, les communistes, qui sont habitués à une structure de domination, voient très bien dans l'autre structure, l'homologie de structure justement. Elle dit, trouvez-moi un dissident, à part Soljenitsyne lorsqu'il est arrivé au Vermont (mais pas avant), qui dans les mouvements de dissidence réclamait le retour du capitalisme en Russie. C'est pourquoi elle disait, il y a quand même vingt ans de cela, lorsqu'on parle de ce fameux retour du

capitalisme en Russie, du retour du marché, c'est toujours le fait d'anciens communistes. Voyez Eltsine, c'est un cas très patent!

Je voulais faire ces remarques simplement pour confirmer ton propos. On pourrait faire un autre rapprochement avec l'affaire de Malenfant : il y a cinq ans est intervenu à la télévision contre les syndicats pour dire qu'il en avait marre du patronage de l'Etat, que lui ne demandait jamais rien, qu'il réussissait toujours, etc. Aujourd'hui, il demande la charité publique! Et l'impôt fédéral ou provincial qui, d'habitude, refuse de remettre les créances, a consenti une révision de la dette de Malenfant, parce que lui, il remet en cause le système de mobilité sociale. Ne pas l'aider, ce serait admettre que ce système n'est plus valable, c'est pourquoi on essaie de l'aider pour éviter cette catastrophe. Malenfant n'a pas cessé de parler du système, comme quoi c'était un système de mobilité, qu'il ne fallait pas l'aider, etc. Si donc si il coule lui-même, c'est en quelque sorte la figure publique de ce système, au Québec, qui coule. Je pense que c'est la raison pour laquelle l'Etat fédéral et l'Etat provincial se mettent à déroger de leur sacro-saint droit. Autre remarque, d'après une expérience personnelle, et qui concerne les femmes et la quête de sens. Plus elles vont sur le marché du travail, plus elles tombent dans la quête de sens et dans le non-sens et plus elles demandent en retour, ce que tu appelles la famille, du moins le couple, et plus elles demandent le sens et, effectivement, il y a pas mal de clash qui peuvent s'expliquer à partir de là. Dernière remarque, postmoderne, sur la Constitution américaine, il y a encore cinq états aux Etats-Unis où, dans le couple, il y a des postures sexuelles qui sont pénalement punies par la loi et je pense qu'il n'y a qu'aux Etats-Unis qu'on peut voir ça.

Judith Epstein : Quand tu as parlé des termes identitaires que tu as parlé des questions sociales, j'ai noté que tu avais dit qu'il y avait un aspect douteux parce qu'on pouvait faire assez facilement des associations racistes. Ma remarque concerne ces termes dont tu parlais, "les gens qui sont en situation de précarité", les "chômeurs", les "familles monoparentales", les "minorités ethniques", etc. Ce vocabulaire est en fait un vocabulaire de sociologue ou de psycho-sociologue, de gens qui analysent ces phénomènes. Mais dans quelle mesure, et c'est un peu là ma question, est-ce que les gens concernés s'identifient à ces catégories? Il y a piège à utiliser ces catégories pour faire l'analyse alors qu'en fait c'est un vocabulaire qui fait partie aussi de la technocratie. Pour te donner un exemple concret, en France et en Europe en général, il y a des problèmes dans les quartiers en difficulté, les zones dures, etc., qui sont pris en main par l'Etat, avec des grands montages financiers, pour, soi-disant, régler ces problèmes de quartiers en crise, quartiers où il y a de la délinquance et tout ça. Et tous les textes officiels abondent en vocabulaire de ce genre,

avec des statistiques, 40% de chômeurs, 30% de minorités ..., comme si on allait régler les problèmes en partant de cette catégorisation. Et moi, en tant qu'ethnologue, ce qui m'intéresse c'est de savoir dans quelle mesure les gens concernés s'identifient à ces groupes dans lesquels on les incère. Je pense qu'il y a là un flou, sur lequel tu as mis le doigt en disant: "l'aspect douteux". Donc il y a peut-être là un flottement à éclaircir. Est-ce qu'on utilise les mêmes catégories pour parler de la société postmoderne ou bien est-ce qu'on essaie de mettre ces catégories en perspective. C'était ma première remarque.

Mon autre remarque concerne l'autonomie dont tu parlais, le fait qu'il faut être autonome, ça m'a fait penser à toutes les idéologies du new-age. On règle tous ses problèmes comme dans une boucle, donc c'est un solipsisme, et ça m'a aussi fait penser à Marcel Duchamp, "les machines célibataires", une chose à laquelle il avait pensé il y a déjà pas mal d'années

Stephen Schecter: Par rapport à ta question, je pense que ce qu'il faut comprendre c'est qu'il y a un va-et-vient. Parfois, les gens réagissent aux pressions qui émanent d'un tel système et commencent à revendiquer, mais d'autres fois, ce sont d'abord les cadres qui fournissent le langage et les gens apprennent très vite comment réagir. C'est pourquoi je ne crois pas que ce soit seulement une question de langage technocratique et donc de "domination", langage que les gens ne reprendraient pas. Ce qui me fascine d'ailleurs, c'est comment les gens apprennent vite et des fois, sont même en avance sur le langage technocratique, parce qu'il a tellement pénétré dans la vie de tous les jours. Les gens ne vont pas dire, je suis chef de famille monoparentale. Ils diront : "je n'ai pas de job" et tout d'un coup, au milieu d'une phrase, ils vont dire "je suis chef de famille monoparentale", ce qui n'est pas que du blablabla. Ce qui est fascinant dans le contexte contemporain, et qui porte à penser qu'il ne s'agit pas juste d'un langage qui vient d'en haut, c'est le "langage démocratique". Les gens ne comprennent pas jusqu'à quel point ce langage a pénétré le discours. Les gens vont s'excuser d'avance et vont utiliser le fait qu'ils sont irresponsables -pas responsables d'une situation- pour revendiquer encore plus, ce qui va les mettre dans un état de dépendance plus grand. Et les sociologues reprennent tout cela, ce qui amène de l'eau à leur moulin. Ils reprennent à la fois le discours des groupes revendicateurs et le discours des groupes technocratiques et ils disent voilà les nouveaux mouvements sociaux. C'est comme ça que les sociologues arrangent ça, à la sauce de Touraine, qui est maintenant repris par d'autres. Mais je pense qu'il n'y a pas de "nouveaux mouvements sociaux". Ça n'existe pas, c'est une fiction imaginaire de sociologue.

J'aimerais ajouter deux autres choses, juste pour répondre à Jacques. Comme Jencks étudie les Etats-Unis, chaque fois qu'il analyse un facteur par rapport à l'inégalité, il consacre aussi tout un chapitre aux rapports Noirs-Blancs, en ce qui concerne les résultats aux tests de compétences, la scolarité, l'occupation, etc. Et toutes ses conclusions montrent que s'il y a de l'inégalité, de la discrimination, elle ne s'opère pas à travers la filière de la mobilité sociale. Si vous voulez changer la société, dit-il, ne la changez pas dans une logique instrumentale, selon laquelle, par exemple, deux ans de plus à l'école, ça va changer quelque chose à l'inégalité. D'accord, ça va changer quelque chose, mais seulement de l'ordre de 0.06%! Mais si vous voulez vraiment changer la société, changez-la parce que vous ne voulez pas avoir une société raciste et parce que si vous pensez que tout le monde doit aller à l'école, tout le monde doit aller à l'école avec les mêmes ressources et avoir le même type d'éducation pour être un citoyen dans la société. En d'autres termes, dit Jencks, changez la société pour le type de contrat social que vous voulez avoir et non pour agir dans une logique instrumentale.

Passons à la Russie. Il est intéressant de souligner que Djilas a formulé la notion de technocratie à propos de l'Union Soviétique. Il fut le premier, à ma connaissance. (Rizzi et quelques Italiens ont formulé cela à propos du fascisme et du nazisme). Il parle de nouvelle classe dirigeante avec une logique managériale. N'est-ce pas Hegel qui dit qu'un nouveau mode de production arrive toujours d'une manière...batârde? La batârdise, en ce qui concerne l'Union Soviétique, c'est que Lénine, le révolutionnaire, instaure la gestion d'un seul homme, fasciné qu'il fut par le fordisme et le taylorisme. Après avoir brisé le mouvement ouvrier en 17-18...

Jacques Mascotto: Non, pas en 1917. C'est une erreur, la Révolution a déjà eu lieu à la fin 17...

Stephen Schecter: De toute façon, il a brisé les conseils ouvriers, il a instauré un régime de gestion par un seul homme, après les syndicats, les partis, etc...

Jacques Mascotto: C'était en 1921.

Stephen Schecter: Bon, on pourrait dire que c'était bâtard parce qu'il a appliqué ce principe à une société qui n'avait pas les moyens techniques de le réaliser efficacement. Mais ce qui est intéressant, c'est que Djilas ait développé le début d'une analyse de la technocratie à propos du totalitarisme soviétique. De la même manière, nos difficultés à analyser le nazisme. Dans l'article de Michel quand il dit, il y a déjà des éléments du nazisme qui sont annonciateurs de la postmodernité; ça permet de mieux

comprendre toutes nos difficultés, disons l'ambiguïté de la conceptualisation du totalitarisme en sociologie et en sociologie politique. Ça peut, peut être, être mieux éclairci avec notre notion de postmodernité dans le sens du début de l'élaboration d'un tel système, qui apparaît d'abord très cru, dans sa première manifestation, mais qui apparaît beaucoup plus sophistiqué dans le type de société qui existe aujourd'hui.

Une dernière remarque sur le racisme. Dans le système de stratification dont j'ai parlé, si la thèse sur la compétence est vraie, ça veut dire que la compétence inscrit les gens d'une manière raciste dans la société. Et là, j'utilise le mot raciste dans le sens de Guillaumin. Elle dit que le racisme n'est pas qu'une question de discrimination entre les colonisés et les colonisants, entre les Noirs et les Blancs, mais c'est une manière d'inscrire n'importe quel rapport social avec une marque biologique. C'est-à-dire avec l'implication qu'il est impossible de changer quoi que ce soit. Et une des conséquences d'un tel système de stratification, c'est que peu importe où vous êtes, vous y êtes parce que "vous l'avez ou vous l'avez pas". Et qu'est-ce que vous avez ou pas? C'est la compétence. Ça revient à "biologiser" une catégorie sociale, ce qui est une manière de "raciser" les éléments culturels et sociaux et qui fait en sorte qu'il est donc extrêmement difficile d'utiliser les catégories sociales comme des critères d'opposition théorique, pour ne pas dire politique, dans la société contemporaine. Parce que les technocrates ont le monopole de cela et les sociologues qui reprennent ça dans leurs analyses, ils ont aussi le monopole. On est donc obligé de retourner à des catégories "naturelles" pour lutter contre le racisme, ce qui indique un changement énorme de type de société par rapport à la société moderne.

Gilles Gagné: J'ai justement une remarque là-dessus, une réflexion qu'emploient les technocrates. Les analyses en termes de stratification sociale, dans lesquelles on souligne cette autonomie relative du système hiérarchique de domination de la société, quand on parle de professionnels etc... Le système de place, le système de fonctions hiérarchiques, de domination, de régulation, de contrôle, de décision dans une société qui est hiérarchisée, qui hiérarchise les capacités de contrôle, de décision, les capacités d'agir sur la société. Un système relativement autonome par rapport au système de distribution des agents dans la structure, le système pédagogique de la société, qui va aller dans quelle case... Il y a un système de cases d'un côté, qui place les individus dans la société, mais il n'y a plus d'unité substantielle dans la hiérarchie de la société, dans la capacité de domination de la société par un groupe réel, la noblesse détenait par exemple le statut de noblesse à titre "extra social" à la limite. Elle avait la capacité de transmettre ce statut-là. Le système hiérarchique dans la société était un système de groupes concrets. Toutes les analyses en termes

de stratification ne font que montrer cette autonomie relative du système pédagogique de la société par rapport au système hiérarchique des capacités de contrôle dans la société. D'où le fait, comme tu l'as signalé, que même les gens qui sont "at the top", qui ont réussi, ont un rapport impersonnel à leur fonction. Je pense que c'est réaliste, dans le cas des analyses de stratification sociale, de montrer cette séparation-là, que d'autres études, comme par exemple les études longitudinales américaines sur les cinq mille familles. On prend des instantanés de qui fait quoi, touche combien de salaire, mais ce sont seulement des instantanés, il faut voir ce qui arrive. Ils ont suivi cinq mille familles sur douze ans, c'était un méga-projet, et ils ont trouvé que si l'on divise la société en strates de revenu, en cinq groupes, il n'y a pas d'association statistique entre la case où tu te trouves en 1970 et celle où tu te trouves en 1982, sauf pour un 10% en haut et en bas où il y a effectivement une association statistique assez significative. Alors pour ce qui concerne tout le restant de la société, si tu es dans la troisième strate de revenu en 1970, il est équiprobable que tu te trouves dans la première ou dans la cinquième douze ans plus tard. Il n'y a pas d'association statistique, c'est ça la mobilité sociale, dont tu viens de montrer qu'elle était beaucoup plus massive que ce qu'on croyait. A tel moment, on trouve par exemple qu'on a 9% de pauvres, selon les critères, mais sur douze ans, il y a 27% de la société qui est passé dans la pauvreté. 27% des cinq mille. C'est une espèce de collimateur général, ce système de distribution des agents dans la structure.

Là-dessus, je voudrais soulever une deuxième question. Quand ces gens-là font des études, ils deviennent professionnels, administrateurs, etc., ce sont encore des catégories -j'ai envie de dire- obsolètes. Parce qu'en fait, ce système des capacités de régulation des capacités d'action sur autrui, est lui-même un gigantesque processus de redistribution, de négociation. Il n'est pas fixe. Les gens posent toujours la maudite question des hiérarchies, mais ils la posent en termes traditionnels. C'est pas ça le problème. Le problème, c'est cette hiérarchie des capacités d'action sur la société, sur la vie sociale, qui est affectée par un processus pédagogique hasardeux. Ce système est lui-même un processus général de négociation, de redistribution perpétuelle. Olivier donne l'exemple suivant: on ouvre le journal de l'Université Laval cette semaine et il y a la crise de face à Béland qui nous adresse son mot de bienvenue parce qu'ils ont restructuré par en haut les instances décisionnelles de l'Université : ils ont créé des sous-postes, fait des négociations entre des organisations de l'Université, des ministères, etc. Voilà encore la "maudite" face à Béland, qui est à peu près sur tous les comités qu'il y a sur la terre qui nous dit : "Chers professeurs...". Si ce gars-là était ici, on lui dirait de fermer sa gueule, mais maintenant, il nous adresse la parole par en haut! Comment a-t-il pu monter au-dessus de moi, Béland? Je me le demande! Je suis d'accord pour

qu'il y ait une hiérarchie parce qu'à la limite, c'est une nécessité fonctionnelle de la société, mais on ne sait pas qui va être dedans et où, et on ne sait pas comment les organisations vont se positionner les unes par rapport aux autres, lesquelles vont acquérir les unes contre les autres des capacités plus ou moins générales. Alors ça m'apparaît problématique de dire, devant un tel processus, il y a les maudits technocrates. Le problème, c'est de savoir qui ils sont. Moi je ne suis pas capable de les identifier concrètement en tant que groupe social réel, substantiel, qui détiendrait à titre propre et qui aurait la capacité de la transmettre, une capacité de domination en tant que groupe des technocrates. Je résume, tu dis que les études en termes de stratification sociale ont une certaine pertinence, et donc, ça suppose cette autonomisation des deux processus et, de l'autre côté, tu restes avec une catégorie sociale, un groupe concret que tu appelles les technocrates. J'ai de la misère à concilier les deux approches.

Stephen Schecter: Tu réfléchies toujours à partir de cette idée classique du statut à l'image de l'aristocratie. Mais je pense que c'est d'autant plus intéressant si on compare les deux. Ce qui est fascinant dans la classe des technocrates, c'est que c'est effectivement une classe, mais une classe qui ne fonctionne pas comme dans le temps. C'est une classe qui fonctionne par l'abstraction, par l'impersonnel, mais elle se compose tout de même de gens en chair et en os. Ce qu'il faut comprendre c'est que lorsqu'on a un système hiérarchisé comme cela, c'est pas juste la hiérarchisation fonctionnelle du processus décisionnel dans la société, c'est aussi des gens, parce que ces gens-là, à travers leur vie, avec leurs diplômes, ils entrent à un certain niveau du système de stratification, et à moins qu'ils ne soient frappés par un coup de foudre nouvel âge à la Saint-Paul, ils restent et ils se promènent. Mais ils ont des stratégies et la raison pour laquelle ton collègue, si c'est ton collègue, se trouve un jour en haut, c'est parce que pendant que tu faisais des études sur la postmodernité, il était en train d'utiliser ses liens et ses réseaux et son téléphone et ses chums et ses copines pour se faire nommer. Et c'est comme ça que ça fonctionne. Ce sont des gens qui fonctionnent par un processus de négociation permanente, qui peuvent flotter, et plus ils sont en bas de l'échelle, plus le flottement va être du même type que celui de la mobilité sociale que tu as décrit. Si on fait des études longitudinales, "path analysis", comme ils disent en stratification, on voit que ça renforce l'image chez tout le monde que la société est plus mobile qu'elle ne l'est en réalité parce que, à un moment on a beaucoup, après on a moins, mais on peut toujours revenir là où on était, réussir à 55 ans à avoir un peu plus et, donc, on a somme toute l'impression qu'on peut avancer à travers ce système de stratification. C'est à peu près pareil au sommet, mais la distinction, c'est les gens. Par exemple notre vice-rectrice à la recherche, quand elle était

bloquée pour devenir rectrice, elle est allée dans un institut privé et cinq ans plus tard, elle reviendra pour remplacer Corbo. C'est comme ça que ça marche. Et sinon, elle va être nommée directrice du C.R.S.H. et de là, peut-être, ministre de la main-d'oeuvre canadienne. Pas de problème. Mais ils ont des réseaux et il ne faut surtout pas sous-estimer l'importance des réseaux. Leur importance qui se distingue par ce qu'ils vont à l'encontre du statut de naissance ou de la propriété des moyens de production, qui étaient les mécanismes de promotion pour les anciennes classes dominantes. Moi je ne pense pas que ce soit aussi impersonnel que cela.

Gilles Gagné: Juste une remarque pour dire qu'il y a une autre réalité que celle de la classe des technocrates. Il n'y a qu'à prendre l'exemple des caisses populaires qui ont mis Béland au sommet de l'Université Laval. Il y a une réalité d'un autre niveau que la classe des technocrates. L'organisation des caisses populaires, en l'occurrence.

Stephen Schecter: Mais c'est pareil pour n'importe quelle classe dominante, il y a toujours une société qui l'entoure. Mais il faut aussi analyser comment, intérieurement, les réseaux fonctionnent. Et ils fonctionnent : ça prend un téléphone ou un fax ou quelque chose pour parler à quelqu'un, encore.

Michel Freitag: Il me semble que la remarque de Gilles n'est pas du tout incompatible avec l'analyse de Stephen. Peut-être l'un et l'autre éclairent-ils deux aspects complémentaires. Il y a peut-être un problème qui n'a pas été directement posé, celui d'une nouvelle modalité du lien entre un mode de structuration qui est devenu fondamentalement abstrait, formel (abstrait et formel compris non pas dans le sens de règle universaliste, etc., mais dans celui d'un mécanisme décisionnel-opérationnel) et le fait que ça fonctionne toujours avec des gens et que les gens se taillent des privilèges là-dedans. C'est par des stratégies personnelles, finalement, que cette logique abstraite trouve ses énergies réelles pour se déployer dans la société. Ce sont donc deux aspects complémentaires qui ne sont pas du tout contradictoires. Gilles a insisté davantage sur le côté purement formel en disant, il y a les organisations. Mais c'est aussi vrai que dans les organisations se trouvent des gens et qu'elles ne peuvent fonctionner organisationnellement qu'à travers, encore, des projets, des stratégies individuelles et que ces stratégies ne sont pas tout à fait hasardeuses, ce sont des réseaux qui se consolident.

Mais ce n'était pas là la principale intervention que je voulais faire. Je ne parle pas de la mobilité des individus dans le système ou dans la nouvelle structure, ou dans la nouvelle logique mais je veux parler de la mobilité du mode opératoire du système lui-même. Cette mobilité est assez

grande pour qu'il soit un peu devenu scabreux de dire une "classe". Il y a une classe, il y a des gens qu'on peut classer dans des positions stratégiques et hiérarchiques, capacité de décision, de gestion et tout ça, mais quand même, il me semble que le mot "classe" est devenu trop lourd pour désigner l'unité de la catégorie. Il faudrait trouver un autre mot que le mot classe, et même que le mot "strate", à moins que ce ne soit une strate qui résume chaque opération de classification. Il faudrait trouver un autre mot, je ne l'ai pas trouvé, j'espérais que ça viendrait, comme ça, dans la discussion. Le mot classe, ça donne une idée trop substantielle des liens qui existent entre des personnes concrètes dans le système.

Stephen Schecter: Ce sont des réseaux hiérarchiques.

Jacques Mascotto: Ce sont des féodalités.

Michel Freitag: Un des aspects sur lequel on pourrait peut-être insister davantage c'est la continuité de ces hiérarchies. C'est toujours assez arbitraire de savoir si on est dans telle catégorie ou dans telle autre. Il faudrait montrer au niveau structurel ce que tu as montré au niveau individuel. A part ceux qui sont en dehors, soit en dessous, soit au-dessus et n'ont donc pas besoin de jouer le jeu du système, ceux donc qui sont les produits du système aux extrêmes et qui en sortent d'une certaine façon, le système lui-même se reproduit à chaque segment. C'est dire que dans le plus bas niveau du système on va trouver toute la hiérarchie, tous les jeux de stratégie, de contrôle, de gestion. De plus, il y a une hiérarchie de cette mobilisation générale qui fait qu'en haut d'une part, les opérations qui sont les mêmes qu'en bas, ont un champ d'effectivité, d'efficacité beaucoup plus large à leur disposition et, d'autre part, il y a l'autonomie des segments inférieurs qui ne sont pas vraiment intégrés dans les systèmes de décision de ceux qui sont au-dessus et c'est parce qu'ils sont autonomes qu'ils justifient complètement les systèmes de décision qui sont au-dessus, qu'ils y participent volontairement et qu'ils visent déjà à y entrer. Il faudrait donc insister davantage sur cette continuité opératoire du système. A chaque niveau, il y a accumulation de privilèges en termes de décision, d'avantages sociaux, de prestige, de cette liberté illusoire qui est un des produits du système, cette capacité d'autonomie vis-à-vis de la gestion, du contrôle etc. Donc, à chaque niveau il y a ça et puis il y a une condensation plus grande en haut. Et le mécanisme de condensation peut apparaître, un peu ,comme un système de caste, d'appropriation de privilèges. Ce ne sont plus les privilèges de sang ni d'honneur, mais le type de privilèges qui est nouveau dans les systèmes de décision, de gestion, d'organisation, etc.

Je voudrais faire une remarque d'un autre ordre. C'est peut-être la première fois dans le séminaire, qu'on revient vraiment, littéralement, à

l'analyse sociologique sans dévier en cours de route. Tu es revenu au matériel et aux formes d'analyse sociologique, et les analyses qu'on fait ici en général, font sens dans ce matériel, dans ces données, dans ces conceptualisations. Elles les interprètent et, d'une certaine manière, elles s'auto-interprètent, parce qu'elles restent prises dans des analyses avec des catégories qui ne sont plus adéquates à la société dans laquelle on vit. Je pense que c'est une attitude à cultiver, disons, cette possibilité de retour aux analyses classiques, ou, en tout cas, actuelles. Un autre aspect de ta démarche à généraliser, c'est le lien que tu fais entre les formes d'analyse contemporaine et les formes d'analyse des classiques, ou le repérage chez les classiques de ce qui anticipait déjà les formes d'analyse contemporaine. Il ne s'agit pas pour nous de mettre une analyse à la place des leurs, mais simplement, de les prolonger en un sens plus général. Je trouve que Stephen l'a fait de manière admirable et ça fait plaisir.

Maintenant je vais m'en tenir à un point, à propos du capitalisme. C'est la première fois qu'une interprétation du capitalisme est présentée, qui situerait dans le capitalisme en tant que tel le premier moment de la postmodernité. Personnellement, ça me paraît illuminer beaucoup de choses et être juste. Je ne veux pas élaborer plus là-dessus, mais je pense que ça demanderait quelques précisions à propos du capitalisme dont on parle. En effet, si on parle du capitalisme tel qu'il a été décrit par Marx, sans aller plus loin, ou tel que les historiens l'ont décrit dans sa genèse, je pense que, malgré tout, ce capitalisme comporte des systèmes de régulation qui restent universalistes et qui sont ceux de la propriété. Le capitalisme est le système qui subordonne au champ de la propriété, fondée sur une légalité universelle, sur un système institutionnel universaliste, les activités du domaine économique et réciproquement. On peut dire que les activités économiques sont celles qui tombent dans le champ de la propriété. Dans ce sens, il me semble qu'il reste un contraste entre le capitalisme ainsi défini et ce qu'on décrit comme postmodernité au niveau d'un nouveau mécanisme de régulation, en termes, disons, décisionnels. Contrôle décisionnel qui est toujours particulier et, à la limite, aussi circonstanciel. Dans les rapports de force particuliers, il y a des organisations particulières avec des finalités particulières qui sont toutes réductibles à la recherche du profit, à la maximisation du capital, etc. Le capitalisme au sens classique implique cette universalité de la finalité de l'enrichissement, de l'univocité de l'organisation déterminée par cette finalité économique, de l'universalité du mode d'intégration dans l'organisation qui est, d'un côté, la recherche du profit, de l'autre côté, la recherche du salaire, du travail, etc. Je pense que ça, ça a disparu de cette nouvelle forme du capitalisme mais je reste néanmoins d'accord avec cette idée qui ne m'est jamais venue et que je n'ai jamais lue, que le capitalisme inaugure la postmodernité. Je ne dirais pas que le capitalisme inaugure la

postmodernité, je dirais plutôt qu'il inaugure le champ dans lequel la postmodernité va pouvoir se déployer, se déployer comme autre chose, et qu'il l'inaugure un mode de légitimation d'une régulation sociale qui, ensuite, va pouvoir s'étendre partout au-delà du champ économique. Tant que le capitalisme reste dans le champ économique, il n'est pas équivalent à la postmodernité. C'est lorsque le mécanisme capitaliste du marché - c'est-à-dire de l'autonomie de l'action- s'émancipe complètement relativement à des normativités politiques universelles, (qui sont celles du système institutionnel de l'Etat moderne), et par rapport aussi aux finalités propres de l'activité productive qui restent universelles (disons, la notion du besoin à satisfaire), une fois donc qu'on produit les besoins, que chacun s'auto-définit des besoins à partir d'une volonté d'identification, d'expressivité de soi, etc, le capitalisme sort de son champ. Il s'agit d'un processus d'érosion des conditions institutionnelles de délimitation du champ de l'économie. On peut dire alors que le capitalisme sert d'amorce à cette nouvelle forme de structuration qui, elle, n'est plus universaliste. C'est au moment où le verrou qui détermine le champ du capital, du capitalisme, de l'économie, saute, qu'alors -et selon le modèle du capital- s'ouvre le champ qui va être restructuré d'une autre manière que par la recherche du profit et du caractère univoque de la finalité économique, ie par le travail ou la propriété. Disons que, par analogie, ces catégories vont finir par circuler partout, mais selon une nouvelle logique. Bien que le capitalisme inaugure cette nouvelle logique, celle-ci doit être comprise comme une transformation et pas seulement une réalisation du capitalisme.

Dernière idée qui me semble confirmer cette transformation, mais qui a trait, cette fois, à l'opposition entre le libéralisme et le néo-libéralisme contemporain. Le libéralisme prétend qu'il est fondé sur la nature, nature humaine ou sur la nature tout court, prétend que la propriété est fondée sur la nature. C'est une légalité universaliste qui est invoquée pour fonder ce champ de l'autonomie de l'économique. Quand Adam Smith préconise que, hormis quelques domaines, on laisse tous les rapports sociaux à la merci d'une légalité de type économiste, du marché, il ne se rend peut-être pas compte que dans tous les rapports sociaux, il n'y a pas seulement les quelques petits domaines de la moralité privée et de l'état-gendarme, qu'il y a des pans énormes de la vie collective qui sont encore en dehors du champ de l'économie, du marché, de l'avantage comparatif, etc. Mais il fait déjà la proposition -d'une certaine manière idéologique- de laisser idéalement toute la société être guidée par ce mécanisme-là, qui est fondé sur la liberté. Mais Adam Smith ne se rend pas compte que, précisément, si on laissait toute la société à ce mécanisme-là, la condition de ce mécanisme disparaîtrait, c'est-à-dire l'universalité des fins humaines, l'universalité des produits de l'action, l'universalisation possible des produits de l'action.

Ce goulot, les néo-libéraux le font sauter complètement. Leur discours prône la généralisation complète de l'argument de l'avantage comparatif. Cela naît vraiment avec la postmodernité. Les néo-libéraux ne voient pas que cette extension en dehors du champ de l'économique détruit l'économique, détruit toute normativité *a priori* dans le domaine de l'économie. Eux, ils font l'opération idéologique de faire croire qu'il en resterait encore une, qu'il y aurait encore une liberté universelle qui s'accomplirait là orientée vers la maximisation de la satisfaction des "besoins" posés comme naturels, comme donnés, mais ils détruisent complètement les conditions de cette liberté universelle en l'étendant au niveau de la famille, au niveau des institutions, au niveau de l'éducation, etc.

Il faudrait compléter ton analyse de cette origine de la postmodernité dans le capitalisme par ce point supplémentaire. Cela implique finalement que le néo-libéralisme -dont je pensais il y a quinze ou vingt ans que c'était seulement quelque chose de "réactionnaire" qui allait passer, n'est pas quelque chose qui est en train de passer- mais au contraire, quelque chose qui se renforce tous les jours. Et ton analyse rend compte de ça mais il faudrait aussi rendre compte du fait qu'il y a, en plus, un changement d'échelle et un changement de nature. On pourrait faire l'analogie avec la Révolution américaine dont on a dit qu'elle inaugurerait, d'une certaine manière, la postmodernité. Mais elle n'est pas l'inauguration positive de la postmodernité, elle est l'inauguration d'une nouvelle définition de l'espace social, de la socialité et de la société, à l'intérieur de laquelle cette nouvelle postmodernité peut se déployer, mais elle n'est pas encore là au moment de la Révolution américaine. C'est un rôle inaugurant mais dans un espace qui va, lui, sécréter des nouveaux mécanismes alors qu'en Europe il y a renforcement des mécanismes politiques qui, précisément, sont l'obstacle fondamental à ce déploiement de la postmodernité, ce qui fait qu'en Europe la postmodernité va venir comme un choc en retour médiatisé par l'hégémonie progressive de la société américaine dans tous les domaines, économique, culturel, scientifique, militaire, etc. La postmodernité n'est donc pas une production autonome directe de la société européenne. Ce qui va apparaître dans la société européenne, c'est plutôt une crise négative de la modernité, une critique négative de la modernité qui va se présenter sous forme de nihilisme, de crise philosophique, de fascisme et pas d'une manière inconsciente et positive comme aux Etats-Unis. Alors, je ferais donc un peu ce parallèle entre cette postmodernité du capitalisme dont on parlait et qui me semble une notion extrêmement éclairante et, à la limite, centrale dans notre analyse, et ce dédoublement du sens de ce qui est simplement l'origine d'une condition de possibilité et de ce qui est l'inauguration du mécanisme proprement dit. Parce qu'au fond, c'est le

marché comme tel qui est l'organe régulateur. C'est dans cet espace que le marché a vidé de ses normes qu'un nouveau mécanisme de contrôle naît.

Gilles Gagné: J'ai une question. Est-ce que tu veux dire, et Stephen aussi, que le capitalisme inaugure le mode selon lequel va se faire l'intégration subjective à la société, c'est-à-dire inaugure la "justice d'équivalence" comme dit Kojève. Puisque le marché, étant abandonné à son processus naturel, est nécessairement échange de valeur contre valeur, ce que j'obtiens de la société c'est exactement ce que vaut ce que je lui ai donné. Veux-tu dire, comme Stephen le disait, si je n'ai pas d'occupation c'est certainement que je ne vauds rien. Est-ce dans ce sens-là que tu veux dire que le capitalisme inaugure l'idée d'une justice d'équivalence qui régit la société naturellement et que c'est ça qui conditionne l'adhésion subjective à l'ordre social?

Michel Freitag: Ce que je veux dire c'est, qu'effectivement, le capitalisme inaugure ça, mais ne peut pas créer en lui-même un ordre social. Il existe l'illusion que le capitalisme peut s'auto-suffire ou s'autogérer. Il peut gérer un secteur de la pratique sociale sous la condition d'établissement de normes universalistes ailleurs, dans quelque chose qui lui échappe. Mais une fois qu'on boucle le cercle, c'est-à-dire qu'on capitalise le processus politique -c'est exactement ce que raconte déjà, d'une certaine manière, Schumpeter, le processus politique c'est les entrepreneurs qui mobilisent de l'influence d'une manière capitaliste- et bien le capitalisme lui-même disparaît, c'est-à-dire que l'égalité n'est plus possible, alors il devient purement idéologique. Mais en réalité, il se met quelque chose en place parce que la société continue d'exister, à travers des décisions concrètes, des systèmes d'organisations extrêmement contrôlés par des normes de procédure et non plus par des normes substantielles, par des hiérarchies. La postmodernité, je l'attacherais plus directement à ce nouveau système qu'à la création de ces conditions de possibilité qui, effectivement, est issue du capitalisme.

Jacques Mascotto: Deux remarques. Je reviens à Crisis of the Republic de Hannah Arendt. Bien qu'elle n'utilise pas les mêmes concepts que nous, il me semble que ses remarques vont dans le même sens. Dans son Essai sur la Révolution, où elle dit qu'elle est d'accord avec Marx pour définir le capitalisme comme mode d'expropriation, elle dit que le capitalisme est la continuation extrême de l'expropriation, mais tous azimuts, au nom de l'autonomie des individus, qui se trouvent dans l'incapacité d'agir collectivement et de mener une action politique. Elle exprime cette idée comme l' "extension de l'expropriation au niveau de l'action".

Michel Freitag: Juste une remarque *ad hoc*. On retrouve une interprétation complémentaire chez Arnold Gehlen, bien qu'elle procède d'une intuition contraire à celle de Hannah Arendt. Gehlen a une interprétation naturaliste de l'évolution sociale, son anthropologie c'est une anthropologie naturaliste- il voit dans la technique le passage à une extériorisation et à une prise en charge par une extériorité (disons comme l'outil classique qui extériorise l'habileté de l'être humain, et la machine qui extériorise la force musculaire, et enfin l'informatique qui extériorise l'intelligence et le jugement, la capacité de décider de l'être humain,) extériorité qui va prendre en charge la capacité d'orientation de l'action. Gehlen l'interprète comme une amélioration puisqu'on n' a plus à s'occuper de ça. La technique s'est chargée de définir les finalités et l'action elle-même, ce ne sont pas juste la force musculaire, le travail qui sont objectivés, qui fonctionnent tout seul, c'est aussi la nécessité de choisir des fins, la nécessité d'agir.

Jacques Mascotto: C'est ce que Hannah Arendt dit lorsqu'elle analyse le domaine nucléaire. Elle dit, toujours dans le même texte, que si auparavant, dans la Modernité, la fin justifiait les moyens, aujourd'hui les moyens justifient nos fins. L'autonomie, en fait, c'est être déchargé de tous les poids : "Entlastung", écrit-elle. C'était le premier point que je voulais souligner.

Le deuxième point, Stephen j'aimerais que tu m'éclaires un peu. Ton analyse repose sur la technocratie et son démocratisme tous azimuts. En même temps, tu as parlé de la compétence. Bien. On va prendre le cas de l'affaire du juge Thomas. Je me réfère au texte récent de Marie-France Toinet dans Le Monde diplomatique du mois de janvier, dans lequel elle analyse cette affaire du juge Thomas. Elle dit d'abord que dans les auditions, les démocrates lui demandent s'il est capable de citer trois arrêts importants pris dans la cour Warren -c'était la cour qui précédait la cour actuelle et qui portait le nom de son juge le plus ancien- concernant la Constitution. Il se montre incapable et est donc manifestement incompétent! Mais d'un autre côté, elle explique pourquoi le Congrès en est arrivé à faire cette mascarade, en fait le procès de la fille et pas celui de Thomas. Elle dit que c'est tout simplement parce que Thomas -à qui on avait demandé quelles étaient ses opinions, quels étaient ses jugements, quelles étaient ses valeurs pour que le Congrès puisse savoir quel était cet homme qui allait représenter l'instance suprême du pays- avait refusé de parler parce que ce serait indigne que ces soi-disant compétences viennent entacher son impartialité. A ce titre, il s'est réservé le droit de voir les choses selon la façon dont elles évoluent, et a dit ne pas pouvoir avoir d'idées préconçues et, par conséquent, ne pas pouvoir dire quelles sont ses valeurs. Un bon juge n'a pas de valeurs, il juge en fonction de la discussion

éclairée qu'il a avec ses collègues. Or, ça prouve une chose ici, en l'occurrence que l'aspect démocratique précède la compétence -ce qui confirme ton analyse, et, deuxièmement, ça prouve que le Congrès se trouve dans l'incapacité maintenant de demander aux juges de lui dire quoi que ce soit. C'est dans le but de ne pas "se montrer les culottes baissées" devant la nation américaine qu'il a organisé ce procès, afin de montrer qu'il fait quelque chose.

Stephen Schecter: Je pense qu'effectivement ça confirme toutes nos analyses. Parce que ça veut dire que le lieu institutionnel, c'est-à-dire l'Etat, ne peut avoir des raisons politiques -pas politique au sens mesquin des partis et des fractions, mais politique au sens des normes centrales secrétées en fonction des capacités de quelqu'un de "hold public office". Comme il ne peut pas descendre le juge "on his record", alors il le descend par le sexe. C'est la psychologisation d'une instance judiciaire et, en même temps, cela signale le danger qui guette la société, dans la mesure où la compétence devient de plus en plus idéologique, et qui fait qu'on ne peut plus faire fonctionner la compétence, même selon ses propres termes.

Je voudrais revenir à la remarque de Michel au sujet de la segmentation hiérarchique. Elle est même confirmée par les études de Jencks où il démontre qu'à l'intérieur de chaque occupation, de chaque strate, les inégalités sont plus grandes qu'entre les occupations. Même au niveau de la distribution des ressources, on reproduit cela. Pour le reste, je pense qu'il y a deux éléments. Dans les analyses qui ont précédé la nôtre, il y a comme une ambiguïté profonde. Dans L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme, Weber analyse le travail comme une vocation -c'est-à-dire le monde bourgeois uniforme avec finalité, centralité, universalité. C'est le même Weber qui analyse le capital comme organisation scientifique du travail et qui fait le lien entre les deux à travers le capitalisme conçu comme un marché. Alors on peut déceler tous les moments du capitalisme dans l'analyse de Weber, un peu comme on voit chez Marx et ça doit être la même chose avec le libéralisme. Alors, on a peut-être un peu clarifié conceptuellement le champ et aussi les moments historiques. Mais ce qui m'a frappé dans cette analyse, c'est que toutes les images de la postmodernité viennent effectivement du capitalisme industriel du XIXème siècle. La tour Eiffel qui est l'image représentative par excellence de l'exposition "Les années vingt", est quand même le symbole de l'ingénieur capitaliste dans le domaine de l'art de la société postmoderne. L'Exposition universelle de 1889, le Congrès de Berlin de 1885 où on arrange la carte impérialiste du monde, sans parler de l'Europe...

Jacques Mascotto: Si tu me permets une remarque *ad hoc*, très courte pour confirmer ton propos en ce qui concerne la démocratisation. Premièrement, avec l'affaire du juge Thomas, à la télévision ils ont battu les records de cote d'écoute du "Super Ball" -la série mondiale de baseball. Deuxièmement, et quand on sait l'importance de revues comme National Inquierier, c'est lorsque Fukuyama a sorti son texte sur la fin de l'histoire - ce qui, conséquemment, revient à dire que c'est l'autonomie de chacun et qu'on se réalise tous- que Commentary, une revue intellectuelle qui sortait à 25 000 exemplaires, en a vendu plus qu' Inquierier et Ebony (?) réunies. Statistiquement, ça prouve que c'est ça que les gens pensent.

Stephen Schecter: Peut-être une dernière chose qui lie la question de la compétence et ce que Michel disait sur l'économie comme référence idéologique. Je pense que ce qui arrive dans la postmodernité c'est que le système économique comme tel n'a plus de poids réel mais agit en même temps comme un instrument de terreur idéologique. Les vedettes économiques, ce sont les hommes d'affaires mais, en réalité, les hommes d'affaires, ils coulent : Malenfant, Lavalin, bref, le prototype de la réussite de l'*entrepreneurship* québécois fait faillite. Mais ça ne fait aucune différence par rapport au système, car on continue de nous assommer avec l'idée que la réussite est basée sur la capacité d'agir économiquement -et là je pense que Schumpeter est très important, parce que lui-même a commencé à craindre le déclin de l'entrepreneur et, un peu à la sauce de Weber, à dire qu'il n'y aurait pas de renouvellement de l' *entrepreneurship* dans la société, un peu comme si le héros bourgeois c'était l'entrepreneur capitaliste. Mais aujourd'hui, on n'a plus de capitaines d'industrie, presque plus personne ne fait ça. Les gens qui réussissent sont les gens qui sont équipés de MBA, qui savent faire du fric. Mais faire du fric, c'est pas produire, c'est pas créer. Ce qu'il y a dans ton analyse et dans l'article de Michel dans la revue, sur la société de travail et la fin de la société de travail, c'est aussi ce qui est révélé par cette analyse du système de stratification. Les gens ne travaillent plus. Personne ne travaille. Si on regarde les analyses de Braverman, 3% de la force de main-d'oeuvre aux Etats-Unis est en charge de toute la production des biens et des services nécessaires. Les autres personnes ont des emplois et reçoivent des salaires, c'est-à-dire qu'elles sont insérées socialement dans cette continuité du système occupationnel, avec une logique de gestion qui demande aux gens d'être performants. Il faut être performant, il faut produire dans le sens productivisme, mais personne ne produit dans le sens du monde du travail. Alors ce système d'occupations signale la fin du monde du travail. Et la fin du monde du travail, c'est aussi la fin de cette modernité, de la normativité universelle, et en ce sens-là, de l'économie telle que vue par Marx dans certains aspects de sa pensée, du travail tel que vu par Weber par rapport

au protestantisme, de l'entrepreneur tel que vu par Schumpeter, et qui appartenait à ce moment du capitalisme qui est encore inséré dans un mode de reproduction institutionnel. Le libéralisme classique appartenait à cela aussi. Ce qui est intéressant de démontrer à mon avis, c'est justement comment il y a une continuité, un développement jusqu'à, pour le dire dans les termes de Arendt, cette extension de l'exploitation du capital, du marché, de l'action, jusqu'à ce qu'on se retrouve dans un autre type de société. Je pense que ce serait peut-être une des choses que nous avons à démontrer sur le plan historique, ce que vous avez commencé, Michel, dans votre livre. Mais il reste encore à démontrer comment on a fait le passage et à quel moment parce que chaque fois, sociologiquement, qu'on élabore une autre typologie de société, vient tout de suite la question de la genèse, des dates historiques et des mécanismes de la transformation. On n'a qu'à se référer à tous les débats concernant le passage du féodalisme au capitalisme, qui ont eu lieu chez les marxistes et les penseurs modernes. Maintenant, nous devons faire la même chose en ce qui concerne le passage de la modernité à la postmodernité.

Olivier Clain: Je voudrais simplement revenir sur une idée que Gilles a essayé de développer et sur laquelle tu n'as pas insisté. Tu définis le processus de stratification sociale contemporain comme étant essentiellement occupationnel -ce qui implique une stratification en termes de revenu, une stratification en termes de prestige, et aussi une stratification en termes de contrôle de l'action d'autrui. Je ne me souviens plus exactement, mais il me semble que ce sont là les trois déterminations principales que tu as mentionnées. Ça, ça me semble tout à fait juste, tout à fait cohérent et ça permet en particulier de marquer la différence avec, je dirais, le système de stratification en termes de classes sociales, tel qu'il existait dans la modernité capitaliste. Maintenant, il y a peut-être quelque chose qui prolonge, malgré tout, la dynamique du capitalisme telle qu'elle est analysée par Marx. Tu sais comme moi qu'à un moment donné, Marx - et Lukacs revient là-dessus dans ses analyses en disant que c'est peut-être l'élément fondamental- insistait sur le fait que le système capitaliste était un système qui procédait à une révolution constante des moyens de production mais cela impliquait aussi, à terme, une révolution constante dans la division entre capital constant et capital variable, donc ça voulait dire, au fond, une modification constante de la stratification, une modification constante de l'équilibre entre les couches sociales. Marx disait que c'était là le caractère révolutionnaire du capitalisme et il y voyait une dynamique à long terme. Et je pense que cette dynamique joue encore, y compris dans la hiérarchie, dans la stratification occupationnelle dont tu parles. Parce que cette stratification occupationnelle, elle a une caractéristique importante qui explique en partie, d'ailleurs, la mobilité

actuelle des individus à l'intérieur de ce système d'occupation, c'est que ce dernier se modifie lui-même de manière constante, il agit constamment sur lui-même et il y a aussi une modification constante de la hiérarchie. On peut prendre l'exemple de notre recteur, à l'Université Laval, qui était un bureaucrate au sens classique. Il prend une décision qui consiste à s'adjoindre un nouveau co-président d'université et maintenant, en fait, il vient de créer, sans s'en apercevoir, sa propre mort. Un peu d'ailleurs comme dans le système totalitaire décrit par de nombreux sociologues au XXème siècle et que l'on caractérise souvent comme un système dans lequel la bureaucratie se bouffe elle-même. On a un petit peu le même processus avec la technocratie et le système des organisations. C'est-à-dire que c'est un système qui a aussi cette particularité de se modifier constamment et aussi, parfois, de s'auto-supprimer. C'est ainsi que quelquefois, ceux qui prennent la décision de créer une nouvelle organisation -sans forcément le savoir au départ et c'est peut-être ça, précisément, qui brouille leur stratégie et leur planification de carrière, sont, en fait, en train de créer leur propre mort. A partir du moment où une bureaucratie nationale crée des instances supranationales qui prennent les décisions à sa place, elle est en train de supprimer sa propre place dans la société, donc sa propre capacité de revendiquer un certain revenu, un certain prestige, une certaine capacité de contrôle de l'action. La révolution constante dans la distribution des rôles sociaux, telle qu'elle existait déjà dans le système capitaliste, se prolonge dans le nouveau mode de stratification parce que c'est un mode de stratification qui, lui-même, est en révolution constante. C'est-à-dire qu'il n'y a rien d'assuré. Aujourd'hui, on crée par exemple une nouvelle bureaucratie, mettons le Conseil consultatif du statut de la femme. Une bureaucrate se retrouve avec 150 000 \$ par année, ça marche bien, mais rien ne dit au fond qu'on ne décrètera pas tout d'un coup que son organisation ne sert à rien et qu'elle coûte trop cher, et cela à cause d'une décision sur laquelle elle n'aura pas prise. Cette bureaucrate se retrouve donc au chômage. Elle va peut-être pouvoir se recycler mais, aux niveaux inférieurs, les gens de son organisation ne se recycleront pas. Je dirais donc que c'est un modèle qui implique une insécurité constante, malgré tout, quant à la place exacte qu'on occupe dans le système. Et à la limite, même le Président de la République française est en ce moment en train de creuser sa propre tombe avec l'Europe. A terme, dans vingt-cinq ans, être Président de la République française, ça va devenir comme être préfet de département. Chacun, en accomplissant sa fonction de techno-burecrate et en l'accomplissant de façon compétente, à terme, s'auto-supprime, dissout sa propre position dans le système. Je dis que ça prolonge le système capitaliste, mais ça prolonge aussi une des caractéristiques du système totalitaire, avec la violence en moins.

Mirela Saïm: Je voulais seulement dire que ce que vous racontez, c'est la technique de la sinécure. Tu crées un poste qui n'a qu'un sens rhétorique et ça tient aussi longtemps que ça tient. Bien sûr que c'est toujours dans une logique bureaucratique et démocratique, parce qu'autrement ça ne peut pas fonctionner. De toute façon, le procès du juge Thomas, ça montre aussi la vulgarisation totale du discours public, ce que Tocqueville avait prévu dans ses écrits sur la Démocratie. On est dans une logique de vulgarisation et de dégradation du discours public. Il est très difficile de discuter de la Constitution américaine dans la presse de masse ou d'irriter quelqu'un sur ce sujet, un peu ésotérique. Tandis que les histoires de femmes, ça intéresse les gens ! On est dans une dépression économique affreuse, alors on offre des spectacles au public.

Stephen Schecter: Je pense qu'il faut faire une certaine distinction. Elle concerne la définition même du capital. Parce que Marx misait quand même sur l'effondrement du capitalisme, précisément parce que ça ne permettait pas la mobilité sociale de la classe ouvrière. Donc, un capitalisme qui fonctionne par une révolution constante, qui est effectivement l'intensification de la mécanisation analysée dans Le capital, et pas dans les écrits antérieurs, représente en fait un autre moment qui inaugure, ou représente ou est déjà un signal de la postmodernité en qui a trait au système de stratification. Et il ne faut pas se leurrer là-dessus. Ce nouveau système de stratification n'a rien à faire avec une logique économique, société de travail etc.

Olivier Clain: Non, non, ce n'est pas cela que je dis ! Il est clair, dans mon esprit, que c'est un tout nouveau système de stratification. Là-dessus, je suis parfaitement d'accord avec toi. Je dis simplement que ce qui, du système ancien se prolonge dans le nouveau, c'est ce remodelage constant du système hiérarchique. Exactement comme le capitaliste dans le système de Marx, qui n'est jamais assuré de demeurer un capitaliste. Il va tomber au rang du prolétariat d'après la loi de la concurrence, selon le modèle de Marx.

Stephen Schecter: Oui mais quand même, Marx ne prévoyait pas explicitement cette possibilité qui est basée sur une autre logique et qui est le désemparement même des capitalistes.

Olivier Clain: Je suis d'accord avec toi et je ne dis pas du tout que Marx prévoyait ça. Je dis juste qu'on retrouve aujourd'hui une des caractéristiques de l'ancien système. Si tu veux, pour comprendre ce qui différencie l'actuel système de stratification d'un système tel qu'il a pu

exister dans les sociétés traditionnelles, je dis la différence fondamentale, qui fait précisément qu'on ne peut même pas parler de castes, ni de groupes identitaires concrets comme il dit, la différence fondamentale, c'est que l'actuel système de hiérarchie est lui-même en remodelage constant et d'une manière d'ailleurs de plus en plus accélérée, parce qu'en fait le processus technique influence aussi ce remodelage constant du système de hiérarchie.

Stephen Schecter: Je pense que cette idée de précarité est très importante. C'est dans ce sens que la récession peut être comprise comme une forme de terrorisme, non pas économique, mais un terrorisme d'ordre organisationnel. Les gens ont tellement peur que seul le pouvoir du cadre gestionnaire continue à limiter les dégâts, parce que du jour au lendemain, les gens peuvent se voir retirer leur carte de crédit, leur standing dans la société. Et une société qui marche au standing, c'est pas un standing dans le sens aristocratique, ou encore lié au revenu. C'est un standing lié à l'insertion sociale. On ne sait jamais ce qui peut arriver du jour au lendemain et la fragilité ontologique des êtres est liée à cette fragilité et à cette précarité de l'insertion sociale, représentées par ce système de stratification...

Olivier Clain: Si tu permets je vais te donner un exemple. Dans mon département, je n'ai aucun pouvoir. Mais le système, tel qu'il existe, vient de me conférer un pouvoir énorme, tout d'un coup, en me plaçant sur un petit comité comme il y en a beaucoup. Il se trouve que la bureaucratie de l'Université Laval donne à ce comité le pouvoir de redéfinir le programme de sociologie. Il doit non seulement redéfinir le programme, mais aussi l'affectation des ressources. Il peut parfaitement arriver que ce comité décide, qu'au fond, la moitié des cours sont superflus. Et du jour au lendemain, on va supprimer la moitié des postes au département. C'est à ce point-là! L'organisation fonctionne aussi de manière à ce point irrationnelle, c'est-à-dire que le sommet confère des pouvoirs -exactement sur le mode décrit par Michel dans son bouquin- à des organisations en principe subalternes, mais à un moment donné le pouvoir des commissions subalternes peut parfaitement, tout d'un coup, bouleverser la patente. Je peux, par exemple, avoir le pouvoir de "clairer" des gens qui, statutairement, me sont bien supérieurs (prof. titulaires depuis quarante ans etc.). Il suffit que j'arrive à convaincre les trois membres de mon comité et c'est fait. Et c'est un risque constant dans la machine.

Michel Freitag: Juste une remarque *ad hoc*. Si vous le faites, vous allez avoir cinquante comités pour essayer d'aménager la décision!

Olivier Clain: On nous demande de faire une évaluation scientifique. Il suffit que je prouve scientifiquement qu'il ne faut plus enseigner la sociologie comme on l'a enseignée, c'est-à-dire que je donne l'apparence d'une preuve scientifique pour qu'effectivement ça marche. Alors bien sûr les profs ne perdront pas leur salaire puisqu'ils sont titulaires, mais ça veut dire que les postes sont supprimés.

Stephen Schecter: Diane Tremblay a écrit dans son bouquin L'économie du travail qu'il y a des gens qui sont payés pour faire ce qu'on appelle des programmes de travaux communautaires. Il faut avoir une activité, comme elle dit à un certain moment, une insertion sociale sans activité professionnelle ou quelque chose comme ça, pour toucher un revenu. C'est-à-dire qu'on saute l'étape du travail qui était, comme Michel l'a dit, le moment intégrateur. Et on a vu aussi, par exemple quand Rolande a fait son analyse des nouveaux mécanismes de régulation, que c'est pareil même au niveau de l'entreprise. Des gens qui se justifient par une autonomie et qui bouleversent constamment ses normes de productivité, qui participent, et les décisions reviennent après comme des normes auto-crées mais en même temps comme réponse au nouveau système d'organisation du travail.

Michel Freitag: Il y a deux points que j'aimerais souligner, à l'appui de ce qu'a dit Stephen. Première chose, qui n'a pas été relevée et dont on pourrait peut-être discuter tout à l'heure, c'est qu'il termine son analyse sur la recherche d'une alternative ou de la perspective dans laquelle on pourrait avoir une alternative. C'est un très gros sujet pour nous et pour longtemps encore. Il termine aussi sur une autre chose, à savoir qu'une des caractéristiques d'après laquelle ce système doit être apprécié, c'est sa capacité à exister comme système. Or, il y a beaucoup d'indices qui indiquent qu'il n'en est pas capable. Et justement, dans le cadre d'une autre recherche et d'une autre réflexion, il y aurait peut-être à voir les indices d'engorgement, de blocage, d'échec du système. Parce qu'il y a toutes sortes de manifestations (budgétaires, inflationnistes, etc.) de l'incapacité de ce système à se reproduire réellement. C'est une fuite en avant qui reproduit, de façon toujours pire, les conditions de son propre fonctionnement, et qui les consomme sans les renouveler. Un système un peu selon le modèle de Habermas, qui déborde ses propres conditions de fonctionnement.

Stephen Schecter: Vous savez Musil, dans L'homme sans qualités, a une phrase où il dit que peut-être la société moderne va périr de sa grandeur, comme les dinosaures.

Michel Freitag: Autre chose et dans le but de généraliser la référence que Stephen a faite à des textes importants d'analyses sociologiques contemporaines. Je pense qu'il est facile de généraliser ça pour montrer que ces catégories -qui ont été d'abord contestées par l'analyse marxiste et, peut-être, par toute l'analyse sociologique classique, comme "stratification", "mobilité" etc., ont une vérité extrêmement profonde et ce n'est pas par hasard qu'elles naissent toutes en Amérique comme catégories d'analyse. On peut élargir un peu. Il n'y a pas seulement "stratification", "mobilité", qui a remplacé, soi-disant, l'analyse des classes sociales; bon on a écrit, notamment du point de vue marxiste, de longues chinoïseries là-dessus : est-ce que c'est une catégorie idéologique qui remplace des catégories réelles de classes sociales etc, ou est-ce que c'est une catégorie qui suit simplement la réalité, le nez planté dedans. Et elles ont une vérité dramatique ces catégories-là.

Stephen Schecter: Comme Parsons, si on relit son analyse maintenant.

Michel Freitag: C'est ce que je voulais dire au fond. Et puis il y en a au moins trois autres qui vont avec. C'est-à-dire qu'en même temps qu'il y a cette analyse de la stratification, de la mobilité, comme analyse de la structure sociale aux Etats-Unis à la place de l'analyse des classes, il y a une théorie de l'influence qui va se substituer aux analyses classiques du pouvoir, il y a une sociologie de l'organisation qui, en contrepois symétrique à l'analyse de l'influence, va aussi se substituer à l'analyse politique, c'est-à-dire que toute la science politique, dans les années cinquante, devient une théorie des organisations. C'est pas seulement un secteur de la science politique, c'est une restructuration de toute la pensée politique en termes d'organisation et d'influence. Cela est d'ailleurs déjà préparé par Weber dans sa définition abstraite du pouvoir, qui est déjà une mesure de l'influence. C'est bizarre qu'il le fasse alors que, par ailleurs, il a une très belle définition du pouvoir en termes de légitimité. Mais il a aussi présenté une définition opérationnelle du pouvoir en termes d'influence. Et puis la troisième, qui vient un peu plus tard, c'est la notion de communication. On a effectivement une société de communication, d'organisation, plus toutes les médiations qui sont la société, mais ce sont des médiations qui n'ont plus de capacité de synthèse, ce sont des médiations de proche en proche, d'une organisation à une autre, d'un centre d'influence au public. Au fond, toute la sociologie dominante depuis quarante ans a exprimé ça et on ne peut pas l'oublier. Il ne s'agit pas de critiquer cette sociologie, il s'agit de se rendre compte de ce qu'elle disait. Elle ne disait rien de plus que la vérité, sauf qu'elle la disait en la mythifiant immédiatement comme étant éternelle, non historique, sous

forme d'une analyse de la société en général. Une sociologie qui, dans nos termes, analyse le passage à la postmodernité.

Manfred Bishoff: J'ai quelques remarques *ad hoc*, concernant ta dernière intervention, sur le fait qu'il ne faut peut-être pas voir le système socio-professionnel comme étant directement branché sur l'économie. Il faut peut-être voir là-dedans une espèce de dissolution de l'économie, qu'on parle de capitalisme ou d'économie marchande du XIXème siècle. Au niveau empirique, ce qu'on peut observer, c'est que le système de stratification sociale en termes d'occupation n'est peut-être même plus, à long terme, le mécanisme d'accès privilégié à la distribution de la richesse. Ce système-là, il met en place des systèmes d'exclusion qui se structurent eux-mêmes (chômage, bien-être social, etc.) et qui deviennent, en fonction de la légitimité et de la puissance qu'ils acquièrent dans la société, des lieux d'accès à la richesse. Alors il y a un lieu d'accès à la richesse sociale produite qui n'est pas uniquement le système occupationnel. Dans le système classique de Marx on pouvait encore imaginer une satisfaction des besoins, une fin de l'économie, une fin du travail. Il y avait une conception assez claire de l'économie en termes de besoins à satisfaire. Au XXème siècle ce qu'on voit apparaître c'est, d'une part, depuis une vingtaine d'années, un discours dans lequel le travail, au sens classique du terme, est de plus en plus en train de se faire remplacer par des automatismes. Il y a une chute de la main-d'oeuvre mais on ne voit presque pas d'analyses ni de discours en termes de fin du travail ou d'idéologie du travail et dans ce sens-là, le terme même de travail est peut-être en train de perdre carrément sa signification et son lieu de structuration. Je signale une analogie -parce que je n'aurai pas le temps de développer plus. Si on prend par exemple les idées de Polanyi sur le système autorégulé de marché, qui a eu un siècle à peine pour se constituer, on voit que son modèle d'analyse dessine un marché traditionnel, un marché où la logique économique n'arrive pas à s'émanciper, qui reste enchâssé dans des régulations culturelles et politiques *a priori*. Donc on peut, quelque part, parce que cela on ne l'a peut-être pas fait, trouver qu'est-ce que c'était que l'économie et le capitalisme pour la modernité. Il me semble qu'il y a comme une phase de transition, on pourrait presque dire aujourd'hui, qu'après la fin du système de marché autorégulé, on revient à des marchés qui constituent des lieux empiriques d'échange, qui sont *a priori* structurés mais cette fois-ci pas par des régulations culturelles, mais par des régulations décisionnelles. Ça on le voit par exemple quand des économistes et des sociologues se cassent la tête pour essayer de trouver la valeur de la capacité de travail aujourd'hui. On se rend compte qu'elle n'est plus fixée sur le marché, le marché c'est un lieu de régulation *ad hoc*, *a posteriori*, et la valeur est fixée, *a priori*, déjà dans le système

occupationnel. Ça se fait de différentes manières et, par exemple, par toutes sortes de règles internes. Dans le système occupationnel, il y a toutes sortes de gens qui quittent pour une année, pour toutes sortes de congés, qui n'ont plus besoin d'avoir une participation active et qui, par l'emploi qu'ils occupent, ont quand même une participation à la richesse. En dehors du système occupationnel, même chose avec d'autres systèmes tels bien-être social, le chômage, qui sont en train de se restructurer, on voit d'autres accès à la distribution de la richesse. De sorte qu'on se trouve peut-être à un stade où la crise de l'économie ou la satisfaction de tous les besoins par l'économie, ça devient un débat qui est en quelque sorte dépassé par la réalité, parce qu'on peut très bien imaginer une situation où de plus en plus de biens ou services -au sens économique traditionnel du terme, vont être produits d'une façon plus ou moins automatisée. Là, la crise n'est pas de savoir comment on va distribuer la richesse au sein même du système économique parce que déjà se mettent en place à l'extérieur du système économique des modes d'accès à cette richesse-là. Il faudrait donc peut-être insister sur cet aspect du système occupationnel parce qu'il me semble qu'il est encore vu, dans la sociologie américaine, comme un lieu non seulement de prestige mais encore le lieu principal de distribution de la richesse, alors que tendanciellement il est en train de perdre cette finalité, cette efficacité-là. Il y a déjà, parallèlement, des systèmes qui se mettent en place un peu partout, par lesquels on peut avoir accès à la richesse produite.

Jacques Mascotto: Oui mais attends, je ne comprends pas. Comment tu expliques, par exemple, qu'on ait relaté dans les quatre derniers mois des vols où les gens n'ont pris ni la télévision, ni rien d'autre, mais à bouffer dans le frigo.

Manfred Bischoff: C'est dans ce sens-là qu'il faut parler d'exclus. Ceux qui sont exclus ce ne sont pas seulement ceux qui sont exclus du système occupationnel, mais qui vont être exclus du système du chômage, du système du B.S., etc. Ceux qui sont exclus, ce sont ceux qui ne participent à aucun réseau décisionnel, ceux qui ne sont capables de créer aucune légitimité, aucune puissance pour avoir, incidemment, un accès à cette richesse produite.

Jacques Mascotto: Comment tu fais pour être exclu du B.S. ici dans
c e t t e s o c i é t é ?

Olivier Clain: Pas de domicile fixe.

Stephen Schecter: Il y a un processus très important qu'il faut regarder de plus près. Je pense que s'effectue un double processus. C'est-à-dire que c'est vrai qu'une des conséquences d'un système occupationnel, c'est qu'il distribue les places sur la base de l'organisation. Mais si c'est le signal de la fin de la société de travail, l'argent compte moins aussi, ce ne sont pas l'argent et les ressources qui sont importants et c'est une des raisons pour lesquelles on ne peut pas dire que les exclus constituent la nouvelle classe contestataire, parce qu'ils sont complètement dépendants du fonctionnement du secteur occupationnel qui génère la richesse, qui ensuite est distribuée partout. Dans ce sens-là, la version socio-démocrate politique a raison, qui dit qu'à la longue on a bien sûr des problèmes, mais personne ne crève de faim dans une société postmoderne, dans le sens du moins de ce qui se passe par exemple en Somalie, au Mozambique, dans les sociétés féodales, dans l'Europe d'avant 1800, etc. Mais, en même temps, du point de vue de la précarité, de la mouvance constante qui est créée, les gens qui sont exclus vont être quand même désavantagés systématiquement par rapport à ce qui est distribué. Si il y a un montant déterminé de richesse, ils vont toujours être les gens qui doivent trouver d'autres stratégies, dans une logique individuelle et instrumentale liée à leur secteur, pour pouvoir avoir accès à des ressources. Ce qui est paradoxal, c'est que comme le gâteau est suffisamment large, ils vont effectivement avoir accès à la richesse mais toujours d'une manière défavorisée, d'où le langage, les "classes défavorisées". Et en même temps, les gens qui sont extrêmement astucieux vont être capables de négocier pour avoir le bien-être social et passer la moitié de l'année en Thaïlande. Ce qui arrive effectivement, tout le monde connaît des gens comme ça. Mais c'est plus difficile quand tu es pris avec des enfants. Et donc il ne faut pas non plus sous-estimer le fait que la précarité est en même temps très réelle.

Et ça soulève aussi l'autre question. Ça revient à ce que Michel disait par rapport au blocage, à l'engorgement, à la dysfonction comme dirait Parsons, dans le système. Dans la mesure où l'argent est là et que tout le monde a un lieu pour dormir, même si c'est sur une grille de métro ou à l'Armée du Salut -c'est inouï de parler comme ça, c'est presque honteux, mais juste comme fait divers, il y a des gens qui réussissent à dormir dans les entrées des guichets automatiques parce que c'est un peu chauffé, ce que tu n'avais pas, avant, dans les banques où il n'y avait pas accès à ces trucs-là. Ceci dit, il y a aussi le fait que dans une telle société où regarder la télé devient le travail, dans les termes de Parsons, ce qui est supposément une des conquêtes de la modernité, c'est-à-dire le concept de citoyen défini comme être organisationnellement inscrit -dans une société qui fonctionne sur le système de stratification basé sur l'accès au savoir et aux connaissances minimalement nécessaires pour participer à la

société, la vraie exclusion est représentée par ces gens qui ne sont pas admis sur cette base-là. Alors ils peuvent même avoir de l'argent et être exclus, dans un autre sens, de la société parce qu'ils ne possèdent pas le minimum de savoir-faire qui leur permettrait de profiter de cette société. Ceux-là fournissent un vrai "Lumpen", une vraie sous-classe, dans le sens de Marx et d'autres parce qu'ils sont même incapables de profiter de cette continuité dans la distinction que Bourdieu a décrite, comme étant offerte à ceux qui, grâce à leur inscription sociale, ont réussi à avoir les choses minimalement nécessaires pour être un citoyen fonctionnel. Ça signifie que ce type de société contribue à la création de gens qui sont, en termes psychologiques, dysfonctionnels. Ou, dans les termes de Braverman, qu'elle augmente le nombre de gens qui sont dans des asiles et autres endroits équivalents. Ce qui est quand même un problème grandissant. Ce qui nous permet aussi d'explorer l'idée de la culture, que je soupçonne à travers nos discussions, devoir être examinée en parallèle avec nos analyses du système de travail. Ce qu'on a vu dans le travail on va le revoir d'une autre manière dans le domaine de la culture, de la sociologie de la culture.

Jacques Mascotto: J'ai vu un film très étrange à la télévision suisse, il y a un mois. Deux Blancs organisaient des levées de fonds pour donner à manger aux gens, à San Francisco, dans les rues. Les tribunaux leur sont tombés dessus et veulent les mettre en prison, parce qu'ils ont déjà eu trois injonctions du tribunal. La raison juridique invoquée pour leur interdire de donner à manger aux gens, c'est qu'il n'y a pas de contrôle sanitaire de la nourriture. Donc, au nom de cette loi sur la santé en vigueur aux Etats-Unis -la nourriture devrait aller passer une semaine dans les laboratoires américains pour être testée- ils risquent d'être arrêtés. C'est quoi, c'est du puritanisme? La société a honte d'elle-même? C'est quoi? Comment tu expliques ça?

Michel Freitag: Je ne peux pas l'expliquer mais je me pose, à la limite, la question de la pertinence de certaines situations au niveau d'une analyse générale.

La réponse que je te donnerais là, comme ça, c'est que c'est hautement significatif d'une perte de normes minimales. La question, c'est pas le pourquoi mais c'est le comment. Il y a des fonctionnaires qui, pour des raisons sanitaires, vont prendre une décision qui, dans une société humaine ailleurs, apparaîtrait comme radicalement inhumaine. Et donc, à travers ce fonctionnement bureaucratique, administratif, gestionnaire, il y a une perte, une érosion des normes minimales communes d'humanité. Avant aussi on refusait de donner à manger à des gens, mais c'était pour des raisons qu'on pouvait justifier. C'étaient des ennemis ou je ne sais pas

quoi. Là, non. La seule raison c'est que des gens risquent d'être empoisonnés.

Jacques Mascotto: On disait que tout le monde avait toujours accès au gâteau, mais dans ce cas, manifestement on les en empêche.

Michel Freitag: Il y a une logique et là, je pense que Manfred a raison. C'est qu'à mesure que la société crée des exclusions au niveau du système des places, des occupations, des jobs, des intégrations positives dans des activités organisationnelles, à quelque niveau que ce soit, il y a une frange de plus en plus grande de gens qui tombent en dehors. Mais ils ne tombent pas sur les bouches d'égout, ils tombent dans des mécanismes que la société prévoit pour les récupérer. C'est-à-dire qu'il y a un élargissement de la société à la base, avec des enjeux sur le niveau de la base. C'est-à-dire le B.S., le chômage et puis deux ou trois autres mécanisme du genre. Alors après, il y a toujours des catégories qui vont tomber hors de ces catégories de récupération et, le plus souvent, on pourra trouver à cela des raisons individuelles. Ce sont par exemple des gens qui sortent des asiles, qu'on a désinstitutionnalisés, qui sont fous, qui ne savent pas écrire, qui sont alcooliques et le chèque est bu dès le premier soir de la paie alors après, il n' y a plus rien. Il y a encore des gens qui ont tellement perdu la boussole qu'ils ne savent même plus où il y a un bureau de B.S. ou de chômage. Ce sont tous des cas individuels mais, à la limite, on va encore essayer de les récupérer ces gens-là. Il y aura d'abord des groupes de bénévoles qui vont s'occuper d'eux, et puis ces groupes de bénévoles vont s'organiser pour demander des subventions... puis les fuyards vont fuir plus loin. Est-ce que c'est structurel ...?

Mirela Saïm: Ca, c'était encore l'année dernière. Maintenant si vous lisez la presse, c'est affreux ce qui se passe aux Etats-Unis. Ici, par comparaison, on est encore dans un paradis socialiste. Dans le Michigan, ils ont coupé 30% des assurés sociaux, qui se sont retrouvés "homeless".

Jacques Mascotto: Dans l'émission faite par la télé suisse, les mecs ils n'étaient ni fous ni alcooliques. Ils disaient, écoutez-moi j'ai un problème, c'est que pour pouvoir faire une demande d'emploi j'ai besoin d'une adresse. Or, j'ai pas d'adresse puisque je suis dans la rue et je suis dans la rue parce que je n'ai pas d'emploi. Les types parlaient très bien, ils n'étaient pas fous du tout ... En plus ils disaient, pour demander un emploi il faudrait que je sois bien habillé et je n'ai que des guenilles à me mettre.

Michel Freitag: Disons que, pour exagérer, c'est une société qui est incapable de survivre à long terme. Alors je dirais que c'est le début de

l'incapacité de survivre. Tant que ce sera 5%, ça va aller. Quand ce sera 10%, ça va aller. Quand ce sera 20%, ça va aller. Quand ce sera 40%, ça n'ira plus.

Jacques Mascotto: C'est un problème cette affaire car, aux Etats-Unis, il n'y a pas ces systèmes de B.S., de chômage. Ça se compte par millions les types qui sont "nases", qui sont pas fous, ni alcooliques, ni Ils se comptent par millions aux Etats-Unis, à tel point d'ailleurs qu'à Détroit, il y a un endroit dans la ville où les flics se promènent par quatre avec deux chiens policiers. Parce qu'un flic seul, même avec une mitrailleuse, il peut se faire descendre.

Manfred Bischoff: Si on regarde le phénomène tel qu'il se développe actuellement, il y a comme deux discours, un discours qui annonce que ce qui est déterminant dans le système occupationnel c'est la mondialisation de l'économie, on augmente la productivité, on introduit les mécanismes d'automatisation etc. : en même temps il y a un autre discours, parallèle à celui-là et qui dit qu'on va créer toujours plus d'emplois. À long terme, on voit la même logique se développer et cela même au niveau du système industriel : -au début du siècle c'était quelque chose comme 45% de la population qui participait de ce système-là. L'agriculture, elle, a chuté de 92% et se situait, il y a quatre, ans à 3% aux Etats-Unis; la même chose est annoncée pour le système industriel. Les théories de Colin Clark dans les années trente-quarante, c'était de dire heureusement il y a les services. Les services évidemment rémunérés. L'idée était que ces services allaient offrir un bassin inépuisable de travail, au sens moderne du terme. L'erreur de Colin Clark et de ces gens-là, avant la révolution micro-électronique, c'était de croire qu'il y avait une faible productivité. Or, les analyses depuis vingt ans montrent que les gains de productivité les plus énormes se rencontrent dans les systèmes de services. Les bureaux vont être éliminés de quelque chose comme 30% d'ici dix-quinze ans. Il y a chute du travail même dans les bureaux. Alors à long terme il faut considérer à la fois les secteurs primaires, secondaires, tertiaires. Dans le système occupationnel économique, il va y avoir une réduction de plus en plus drastique. Si actuellement, aux Etats-Unis, on compte les chômeurs et les exclus par millions, on va les compter par dizaines de millions dans une ou deux décennies. Dans ce sens-là il ne faut plus envisager comme un palliatif le système de chômage et de B.S. -qui était comme une espèce d'accompagnement à une société de travail qui pensait pouvoir fournir le travail toujours et à tout le monde, puisque structurellement le système de travail économique -dans le sens de l'échange d'une prestation contre celle d'autrui, se réduit. A ce moment-là il faut voir le système du chômage et du B.S. changer de nature progressivement, d'ici une ou deux décennies. Au

tout début ces systèmes seront pris en charge *ad hoc*, comme le disait Michel, par l'Etat, mais après ça, ils vont être privatisés et ils vont développer eux-mêmes une dynamique. Et la dynamique qu'il faut être capable d'envisager pour ne pas toujours raisonner dans les termes de la modernité, c'est la production de la richesse dans un mode social, et la distribution de cette richesse-là ne se fera plus à l'intérieur du système économique. C'est une distribution qui va se faire à l'extérieur et c'est dans ce sens-là uniquement qu'on peut parler en termes systématiques de l'évanouissement progressif de ce qu'on appelle l'économie. Peu importe qu'on l'appelle économie de marché ou économie capitaliste. C'est ça qu'il faut envisager.

Michel Freitag: Sur le problème qui a été posé par Manfred et par Jacques. Il me semble qu'on pourrait faire une analogie théorique. Il y a une théorie du capital qui est énoncée, disons par les économistes classiques anglais, qui est reprise et prolongée par Marx comme théorie élargie du capital, et qui annonce l'échec du capital, la révolution, la crise du capitalisme. Alors nous, vis-à-vis des phénomènes observés, on a essayé de faire une théorie de la postmodernité comme logique nouvelle d'intégration, de développement de la société. Et cette théorie, dans le point de vue critique qu'on peut avoir vis-à-vis d'elle, on peut la critiquer moralement, on peut la critiquer au niveau des valeurs humaines, on peut la critiquer comme une perte de sens, mais on peut aussi la critiquer - comme Marx voulait faire vis-à-vis de la théorie du capital, comme comportant en elle l'allée vers une catastrophe. C'est-à-dire que sa logique serait d'intégrer tous les chômeurs, tous les gens qui sont en dehors du système des jobs, à l'intérieur d'une catégorie générale qui est celle des assistés, mais c'est une catégorie interne, une catégorie plancher, mais interne. Seulement dans son jeu propre elle n'est pas capable de le faire. Alors on voit apparaître cette incapacité aux Etats-Unis où il y a des millions de gens qui tombent, on la voit apparaître ici au Canada où ils sont peut-être déjà cinq cent mille et quelques dizaines de mille, peut-être cent mille, qui sont en dehors du système de récupération du B.S., ou en tout cas ce sont des gens pour lesquels ce système ne fonctionne pas. Et on voit apparaître cette incapacité de façon absolument gigantesque au niveau du monde (rapport Nord-Sud, etc.). Là il n'y a aucun signe que le Tiers-Monde entre dans le système. Aucun signe. Il y a bien sûr quelques élites au sommet des pays du Tiers-Monde qui entrent dans le système, disons, des occupations. Mais la masse n'est pas dans le système des occupations et on ne voit pas que, à moins d'un système de redistribution absolument massif, ils puissent tomber dans le système de récupération qui serait une assurance-chômage ou un B.S. universel. Là, il y a à prolonger la théorie par la critique interne du système, c'est-à-dire l'allée qui va vers la

catastrophe. C'est une illusion de croire que ce système pourra se déployer indéfiniment. Une des autres frontières où le système risque d'aller vers la catastrophe, dans sa logique propre, c'est la frontière écologique. On peut ajouter encore celle-là. Il faudrait donc voir le même système sous ses deux faces, sa face de fonctionnement, de mode opératoire -et là, effectivement, ce que tu dis est vrai, on peut récupérer des gens dans une position plancher du système grâce au chômage etc... mais après, le système qui comme tel est un système dynamique tend à absorber tous les échanges internes à l'intérieur de lui-même, c'est pas de la valeur, ce ne sont pas des produits, ce sont des symboles d'échange à l'intérieur de lui-même et donc, il va être de plus en plus incapable de créer au niveau du monde et même au niveau des pays développés sa propre existence ou sa propre condition de survie dans le maintien du plancher. C'est un peu dans ce sens-là qu'on pourrait, indirectement, intégrer théoriquement ce phénomène dans l'analyse.

Stephen Schecter: J'ai trois commentaires. Le premier sur le chômage structurel. Effectivement, ça risque d'être un des grands points de dysfonction dans la postmodernité, et c'est donc un autre lieu de contribution possible à notre approche, mais je pense qu'il faut quand même faire attention à cette tendance eschatologique, de Cassandre, de Marx... Je ne peux pas prouver pourquoi il ne faut pas mais je suis sûr qu'il ne faut pas, c'est-à-dire qu'on ne peut pas se fier à cette idée selon laquelle le système, nécessairement, a comme dynamique interne son propre enterrement. Parce qu'évidemment c'est une manière d'enlever, ce qui est un aspect très important de notre critique, l'importance de la normativité, donc de l'action humaine face au monde et c'est miser trop sur une autre manière de refaire apparaître la technique comme un mécanisme presque automatique d'effondrement social. Et ça soulève une question très importante car je pense que se situe là le lieu de nos adversaires.

Gilles Gagné: Juste sur le premier point Stephen. On peut dire que si ça ne marchait que comme ça, ça ne marcherait pas du tout. Mais ça n'empêche pas d'insister sur la normativité tout en faisant la critique de la société. Si ça prend exclusivement cette voie-là, c'est la catastrophe, on peut dire ça, mais on n'est pas en train de dire que nécessairement et mécaniquement l'histoire va prendre cette voie-là.

Stephen Schecter: Peut-être mais j'aimerais tout de même soulever la possibilité. Si nous avons tort dans notre analyse, nous avons tort sur toute la ligne et les gens qui auront raison seront des gens comme Parsons, Luhman etc., c'est-à-dire les gens qui lisent effectivement la société avec, quelque part, la possibilité d'étendre le projet de la modernité avec une

certaine rationalité, des gens qui disent que la technocratie n'est pas complètement folle, qu'il existe encore des brins de rationalité qui seront capables d'offrir une version que j'appelle social-démocrate intelligente de gestion sociale, et qui ne dériverait pas nécessairement vers la version de Détroit. Je pense que ça mérite un petit examen. Je pense par exemple à ce qui se passe en Allemagne ou au Japon, où pour des raisons historiques différentes, existe un type de contrat social à l'intérieur du paradigme général de la postmodernité, une forme sociétale légèrement différente, et qui marche, qui marche mieux que la version américaine. Et quand les Américains -bien sûr c'est le discours de concurrence économique, mais quand ils disent, eux ils avaient une stratégie industrielle que nous n'avons pas et il faut qu'on abandonne la logique de marché de la concurrence libre pour élaborer une stratégie industrielle, ce que les Américains ne comprennent pas c'est que les Japonais et les Allemands ont autre chose au-delà d'une stratégie industrielle, ils ont une stratégie sociétale, ils s'occupent des gens. On peut ne pas aimer la manière dont ils s'occupent des gens mais ils s'en occupent. Si on fait l'analyse des systèmes de formation de la main-d'oeuvre, pour le peu que j'ai vu dans les analyses sociologiques, en Allemagne ça marche, au Canada ça n'a jamais marché, aux Etats-Unis ça n'a jamais marché. Pourquoi les Allemands ont-ils réussi à bien intégrer un système de formation technique, pédagogique? Ils n'ont pas de Cégeps mais les gens qui sont formés comme apprentis trouvent des emplois. C'est-à-dire que leur technocratie est meilleure que la nôtre. Ils sont plus compétents, dans les termes de Parsons.

Gilles Gagné: Les femmes restent à la maison !

Stephen Schecter: Peut-être au Japon, mais pas en Allemagne.

Michel Freitag: Les femmes ne restent pas plus à la maison en Allemagne qu'en France.

Gilles Gagné: Quoi? Mais c'est massif !

Michel Freitag: T'as des données là-dessus?

Gilles Gagné: Oui, c'est massif, les écoles finissent à 2h00 dans toute l'Allemagne. Il n'y a pas de garderies en Allemagne. Il n'y a pas 5% des femmes mariées, avec enfants, qui travaillent. Au Québec, c'est 65%.

Stephen Schecter: OK, disons que c'est vrai. Si c'est vrai, ça veut dire qu'ils ont décidé, d'une manière intelligente, de trouver un système de contrainte sociale ou de contrat social qui fonctionne. Et le prix à payer

pour qu'il y ait moins de participation féminine sur le marché du travail, c'est que leurs villes sont encore habitables. Alors il faut envisager que toutes les versions technocratiques ne mènent pas à Détroit, et c'est très important.

Dernier point sur le système des exclus. Je pense qu'une des choses qu'on pourrait faire, ce serait d'utiliser notre analyse pour l'analyse du système de bien-être. On peut comprendre que, d'une certaine manière, pour les gens qui occupent une place dans le secteur occupationnel en ayant en tête la notion de carrière, ceux qui occupent le système de bien-être sont utilisés comme une image de terreur par les élites. Les derniers représentent pour les premiers l'image de ce qui arrive quand on perd l'assurance de la carrière et qu'on tombe dans la précarité. D'où le discours du bien-être comme une forme de terreur idéologique, exactement de la même manière qu'au sommet, la présentation des Malenfant, Lavalin etc., comme des héros, comme des vedettes politiques, représente une forme de terreur idéologique. Alors aux deux niveaux du système, si le système de travail ne tient plus, il y a non seulement utilisation idéologique au sommet mais aussi utilisation idéologique d'un autre segment ou secteur de ce système de stratification. Et ça peut expliquer pourquoi, encore, malgré une analyse objective hautement technocratique -c'est une contradiction du système, je pense, car d'un point de vue technocratique, ça n'a aucun sens d'obliger les gens à travailler ou de les laisser tomber sur le bien-être et je suis d'accord avec vous sur le fait que, dans une logique technocratique, il faudra tôt ou tard qu'il y ait une réforme- donc ça peut expliquer pourquoi on a, à un autre niveau, toujours besoin de ce système comme un instrument de terreur. Pour renforcer cette précarité qui est secrétée par le fonctionnement du système postmoderne.

Gilles Gagné: Je voulais juste dire tout à l'heure qu'ici on a un aspect de la postmodernité qui est dans le fond un phénomène de transition. Les droits sociaux, la responsabilité de la société vis-à-vis des éclopés, toutes des choses qui ont commencé au XIX^{ème} siècle, puis un processus de clientélisation, de développement des ministères, des services, de l'aide sociale, un processus de victimisation. Il y a une responsabilité de la société qui continue d'être assumée par l'Etat pendant que l'Etat est en train de s'écraser en dessous des organisations. Un processus de clientélisation et de victimisation d'une grande partie de la société qui tombe en dehors du système organisationnel. La capacité de maintenir tous ces gens dans la société décisionnelle postmoderne est en train de s'épuiser et ça fait partie, au plein sens du terme, de la transition. C'est-à-dire que progressivement on va mettre la hache là-dedans et qu'il va y avoir un élargissement de la partie qui tombe radicalement à l'extérieur de la société, qui ne reste plus dans des clientèles ou dans un processus de

victimisation et pour les problèmes desquels on nomme des fonctionnaires. Ce processus du droit social et de la responsabilité de la société assumée par l'Etat me semble se réduire comme une peau de chagrin, il ne peut plus être assumé que temporairement.

Jacques Mascotto: Deux points *ad hoc* sur cette capacité de la technocratie à trouver la rationalité, et aussi à propos du Japon et de l'Allemagne. A propos du Japon, trois raisons à ses "performances", qui vont vite s'épuiser. La première raison c'est que le Japon n'a pas participé à la course aux armements qui coûte très cher. D'ailleurs, on peut voir que la stratégie de la guerre froide a vraiment été pensée dans le but d'épuiser l'URSS. Le Japon a investi dans l'industrie ce qu'il n'a pas eu à investir ni dans l'armement ni dans l'armée et ce, sur interdiction de MacArthur. Mais aujourd'hui, vue la volonté des Américains de "dispatch" les charges de gendarme mondial et aussi à cause de l'importance que prend la Chine, le Japon va demander un siège au Conseil de Sécurité et être une grande puissance. Pour cela, il va devoir détourner beaucoup de profits sur la construction d'un appareil militaire et, d'autant plus, que les Japonais veulent aussi conclure un pacte militaire avec les Russes pour pouvoir contrecarrer la Chine. Les Russes sont en train de s'appuyer sur le Japon par rapport à la Chine, il y a quand même quatre mille kilomètres de frontière commune et il y a aussi la Sibérie que les Chinois n'ont pas oubliée. Deuxièmement, c'est les femmes. Un Japonais, qui travaille deux fois plus qu'un Canadien ou qu'un Français, s'attend quand il arrive chez lui à ce que sa femme le masse, lui fasse à bouffer. Ça c'est une reproduction de la force de travail très spécifique au Japon, mais ça ne va plus durer très longtemps. Troisièmement, au Japon les ouvriers n'ont pas de retraite. Ils contribuent eux-même, à même leur salaire, ça veut dire qu'ils mettent un quart de leur salaire, qui est déjà très bas, dans des comptes en prévision de leur retraite. Les capitalistes japonais ont misé à fond là-dedans pour pouvoir investir. Ça aussi, d'après ce qu'on peut lire dans les journaux, ça commence à être de plus en plus contesté. Donc on peut dire qu'au Japon, le système comme il vit là dans cette rationalité dont tu parles, peut très bien dans quinze ans être mis à mal.

Et puis par rapport à l'Allemagne de l'Ouest de l'époque, il y a Vladimir Pozner qui raconte que quand il était jeune, à Berlin Est avant la construction du mur, alors que tout était détruit, il a vu arriver du jour au lendemain des avions avec des milliers de tonnes de médicaments et de nourriture, qui étaient débarquées sous le nez des mecs de Berlin Est et qu'on laissait traîner longtemps sur les aéroports afin de les tenter et qu'ils finissent par traverser pour manger. Ce qu'ils faisaient, si bien qu'on a finalement construit le mur, ce que ceux de l'Est n'avaient pas l'intention de faire au début. L'Allemagne de l'Ouest a reçu une aide fantastique du

Plan Marshall, elle ne s'est pas reconstruite par la seule force du système de la technocratie. Et maintenant, lorsqu'on sait que les syndicats n'ont obtenu que 5% d'augmentation, que les impôts augmentent, et qu'au niveau de l'inflation l'Allemagne a dépassé la France...

Michel Freitag: Pour répondre à ce qu'a dit Stephen. Il me semble qu'il faut quand même retenir une chose, indépendamment de la justesse des remarques qui ont été faites, c'est qu'on ne peut pas s'en remettre seulement à ça et qu'il faut distinguer, et là Stephen a raison, ce qui est une critique normative de ce qui est une critique, disons, du fonctionnement ou de la logique. C'est moi qui ai invoqué le problème de la catastrophe, en te reprenant d'ailleurs, mais peut-être que cette discussion qui est un peu mal emmanchée devrait nous faire distinguer les deux types de critique, faire en sorte qu'on ne les mélange pas. Il y a une critique à faire des faiblesses intrinsèques du système mais, d'un autre côté, ça ne devrait pas nous détourner d'essayer d'en faire une critique en disant, admettons qu'il marche ce système, ce n'est pas pour autant qu'il sera acceptable. Donc on garde aussi l'autonomie d'une critique normative, parce qu'il y a aussi du travail à faire pour justifier ou pour penser un système de normes à partir desquelles la critique peut être faite, et pour élaborer les fondements de ces normes. C'est aussi une des voies qu'on a prises et il ne faut pas l'abandonner à travers une critique intrinsèque en montrant que, de toute façon, le système ne va pas marcher. Ça peut être vrai qu'il ne va pas marcher mais, en même temps, si la critique normative ne permet pas de le réorienter, d'une certaine façon, quand il ne marchera plus, ce sera peut-être trop tard pour qu'il y en ait un autre qui puisse marcher à sa place.

Olivier Clain: Ne tombons pas dans les erreurs de la IIème Internationale!! Althusser avait parlé de déviationisme économique. Mais il y a une chose quand même, juste par rapport à la remarque de Jacques. L'Allemagne et le Japon ça pose problème parce que ce sont quand même deux pays qui ont été complètement détruits, qui ont eu l'avantage de redémarrer à zéro il y a cinquante ans. Ce sont deux pays qui n'ont pas eu de programme militaire, comme Jacques disait. Ce sont les Américains qui ont payé la couverture militaire de l'Allemagne. Bref ce sont deux pays qui, pour l'instant, sont le poumon industriel de la planète et pour autant, comme le dit Manfred, que le système industriel perdure et donc maintienne une sphère économique, alors effectivement le Japon et l'Allemagne sont en ce moment le centre de la richesse de la planète. Mais, si on prend, *in abstracto*, l'argument développé par Manfred, effectivement si on suit la logique, on va vers un évanouissement du système économique. Maintenant, ce que dit Michel reste parfaitement

valable, c'est-à-dire qu'admettre ça ne nous empêche pas de faire la distinction entre les deux niveaux de critique.

Stephen Schecter: Exact. Ce que j'aurais voulu signaler c'est qu'il faut quand même regarder aussi le type de pratique sociale qu'ils ont réussi à instaurer. 35% des jeunes Japonais vont à l'Université, rendez-vous compte de ce que ça représente et, en plus, quand les gens vont à l'Université, ils recommencent en bas de l'échelle, sur le tas, dans les usines. Ils ne commencent pas en haut et tout ça, ce sont des mécanismes bien conçus et bien pensés par des gens qui, à mon avis, sont des technocrates qui remplissent très bien leurs fonctions.

Gilles Gagné: Mais cette capacité de mobilisation nationale ne relève pas du problème qui nous occupe.

Stephen Schecter: Je pense que ça en relève dans le sens suivant: si notre réponse à une société qui est en train de glorifier la compétence, dans le sens technique et décisionnel du terme, est la nécessité d'une certaine normativité -c'est ce que j'avais suggéré par nouveau contrat social, même si ce sont des manifestations, des pratiques sociales qui s'insèrent dans une technocratie éclairée et social-démocrate, c'est quand même une indication de ce qui peut faire partie de notre critique. Nous, quand on parle du contrat social, on n'entend pas par là la démocratie tous azimuts. Nous on pense qu'il faut concevoir un contrat social avec un autre type de rationalité qui ne serait pas nécessairement la rationalité technocratique mais quand même, il faut avoir les gens compétents dans les lieux appropriés. Sinon la société va tomber en morceaux, il ne faut pas se leurrer, la technique c'est quand même bon, d'une certaine manière.

Jacques Mascotto: N'oublie pas les taux de suicide chez les jeunes au Japon. Ca commence à sortir dans les journaux. Des enfants de onze ans se suicident parce qu'ils échouent, ils se tirent une balle ou ils se foutent un coup de poignard...

Olivier Clain: Il y a des quartiers à Tokyo où la police ne va même plus...

Stephen Schecter: Je sais.

Jacques Macotto: Et les femmes, au Japon, qui se font virer de leur travail à vingt-trois ans parce qu'elles ne sont plus assez belles. Parce que 80% des places qu'elles occupent, même si elles ont des diplômes, c'est hôtesse, réceptionniste et Cie, tenir la valise du boss, etc. Ca ne va plus

durer longtemps cette affaire-là, parce que les mouvements féministes ça commence à bouger.

Michel Freitag: Voilà les deux arguments: ça va changer et c'est inacceptable, mais c'est pas suffisant de dire ça. Et dans la ligne de ce que Stephen disait, il parle d'un nouveau contrat social mais il faudrait peut-être spécifier sur quoi il serait fondé. Parce qu'un contrat social est toujours fondé sur quelque chose. Le contrat social de la modernité était fondé sur l'idée universaliste de la liberté humaine, de la valeur abstraite de l'être humain et ce n'est pas cette même idée qui peut être sous-jacente au nouveau type de contrat social. Et d'ailleurs, le contrat social proprement moderne était fondé, formellement et explicitement sur la liberté individuelle, mais il chariait aussi derrière lui toute une réserve de traditions, ce qui est devenu la nation, l'idée d'une communauté de solidarités concrètes. Alors il faut trouver les nouvelles bases de cette solidarité concrète.

Jacques Mascotto: Moi je disais ça par rapport à la phrase qu'a dite Stephen tout à l'heure. Il a dit qu'il y avait encore dans le système des émanations de rationalité. Mais cette rationalité du système technocratique, elle s'explique socio-historiquement: si tu fous les femmes ici et que tu fais payer les gens là, bien sûr que c'est rationnel mais je ne crois pas à cette rationalité intelligente des Japonais et des Allemands. D'ailleurs si ça marche pour eux, maintenant, ce n'est pas tant dû aux capacités rationnelles de la technocratie, mais ça s'explique très bien en termes socio-historiques. C'est ça que je veux dire, ça ne remplace pas la normativité.

NUMEROS DES CAHIERS DE RECHERCHE DÉJÀ PARUS :

- 0 - *Débats sur la Révolution*. Séminaires tenus durant l'année 1989.
- 1- *Postmodernité, compréhension, normativité : quelques propositions typologiques* (exposé de Michel Freitag et discussion). Séminaire du 25 janvier 1991.
- 2- *Postmodernité, théorie et rhétorique en sciences humaines* (exposé de Gilbert Laroche et discussion). Séminaire du 1er mars 1991.
- 3- *L' "histoire" de la postmodernité : modernité esthétique, postmodernisme et communication* (exposé de Jean-François Côté et discussion). Séminaire du 22 mars 1991.
- 4- *Analytique de la postmodernité : le paradoxe de la monnaie et le système de la dette* (exposé de Aldo J. Haesler et discussion). Séminaire du 5 avril 1991.
- 5- *Juridicisation et postmodernité* (exposé de Georges Lebel et discussion). Séminaire du 10 mai 1991.
- 6- *Lyotard et la condition postmoderne* (exposé de Gilles Gagné et discussion). Séminaire du 6 septembre 1991.
- 7- *Théories sur la postmodernité : Lyotard, Rorty et Agamben*. (exposé de Jacques Mascotto et discussion). Séminaire du 11 octobre 1991.
- 8- *Sur la philosophie contemporaine* (exposé de Olivier Clain et discussion). Séminaire du 8 novembre 1991.
- 9- *L'identité aujourd'hui* (exposé de Charles Taylor et discussion). Séminaire du 6 décembre 1991.
- 10- *Le système de stratification* (exposé de Stephen Schecter). Séminaire du 17 janvier 1992.
- 11- *Critique de la société de communication* (exposé de Jean-François Côté et discussion). Séminaire du 21 février 1992.
- 12- *Le communisme et la Russie hier et aujourd'hui* (exposé de Olivier Clain et Jacques Mascotto). Séminaire du 19 mars 1992.
- 13- *Lévinas: essai de reconstruction* (exposé de Aldo J. Haesler et discussion). Séminaire du 3 avril 1992.
- 14- *La famille: constitution, dissolution et enjeux normatifs liés à celle-ci* (exposé de Daniel Dagenais et discussion). Séminaire du 11 décembre 1992.
- 15- *La jeunesse dans la modernité* (exposé de Jacques Goguen et discussion). Séminaire du 15 janvier 1993.
- 16- *La possibilité de l'expérience dans le monde contemporain : sur Giorgio Agamben*. (exposé de Dario De Facendis et discussion). Séminaire du 12 février 1993.
- 18- *La conscience* (exposé de Michel Freitag et discussion). Séminaire du 16 avril 1993.

SOMMAIRE

Le système de stratification (exposé de Stephen Schecter)

Discussion

Faire parvenir toute correspondance à:
Groupe interuniversitaire d'étude sur la postmodernité
Département de sociologie
UQAM
C. P. 8888, Succursale A
Montréal, Québec
H3C 3P8
